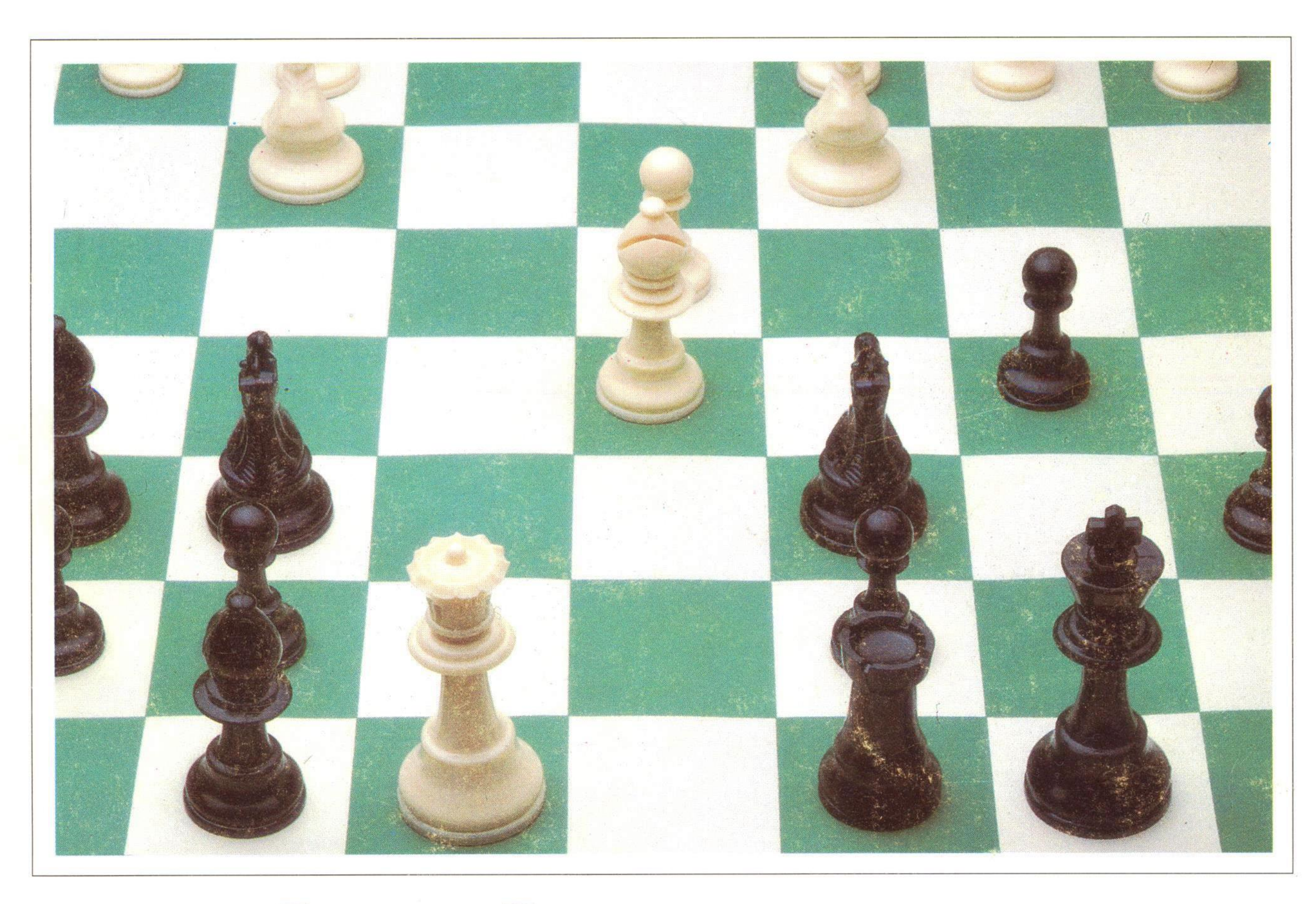
Revue
D'ÉTUDES
NATIONALES

identité

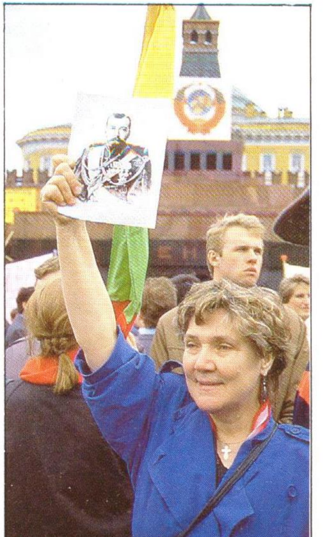


Les bouleversements GÉOPOLITIQUES

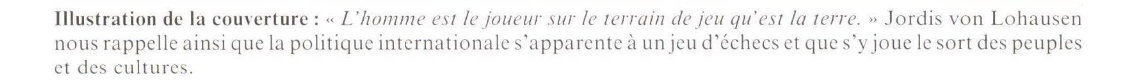
La fin de Yalta • L'effondrement du communisme
Le déclin des États-Unis • Le retour de l'Europe
RPR : autopsie d'un suicide • La gauche trahit ses idéaux
Konrad Lorenz : aux sources du comportement

NUMÉRO 8 • JUILLET/AOUT 1990 • 40 FF ISSN 0999-6087

SOMMAIRE






Illustration de la couverture : « *L'homme est le joueur sur le terrain de jeu qu'est la terre.* » Jordis von Lohausen nous rappelle ainsi que la politique internationale s'apparente à un jeu d'échecs et que s'y joue le sort des peuples et des cultures.

Entre la faucille et le croissant

par Jean-Marie Le Pen

Le communisme serait mort, nous disent les staliniens reconvertis en sociaux-démocrates admirateurs de la perestroïka. L'histoire touche à sa fin, nous assurent les cercles mondialistes où l'on tente d'organiser le nomadisme cosmopolite selon les songes d'Attali. A l'intérieur de ces deux mouvances, qui souvent se rejoignent au sommet, la pratique de la voyance soft-idéologique conduit à la même révélation : l'idéal national et le patriotisme nient les droits de l'homme et conduisent au nationalisme, au racisme et à l'antisémitisme, c'est-à-dire au nazisme, décidément inusable.

Ainsi, les mêmes qui encensaient le Walesa de 1981, conseillé alors par les ex-compagnons de route du régime, Geremek, Michnik et Mazowiecki, vouent maintenant aux gémonies le Walesa qui s'entoure de Polonais de vieille souche, catholiques et patriotes. D'ouvrier inspiré par le progrès, il s'est mué en un nationaliste revanchard, puisqu'il refuse de collaborer avec l'ennemi. Toutes les résistances ne seraient donc pas également honorables.

Cela est à rapprocher de l'attitude de la classe politicienne de l'Ouest à l'égard des anciens dirigeants communistes qui bénéficient de mille excuses auxquelles n'ont toujours pas eu droit les victimes de la sanglante épuration menée en France par les communistes en 1944-1945. Mais il est vrai que l'ordre européen repose sur le bien-fondé juridique d'un tribunal international composé d'un quart de juges soviétiques et qui déclara "crime nazi" le massacre de Katyn. La géopolitique a ses raisons que les peuples n'ont point à connaître.

Tout à leurs obsessions électoralistes, les politiciens occidentaux ne pouvaient pas comprendre l'évolution politique récente de l'Europe et du monde. Derrière la ligne bleue des Vosges que trace pour eux la courbe des sondages, ils n'aperçoivent rien. Voilà comment ils en sont réduits à anticiper l'histoire à reculons. Cela explique la fascination qu'exerce le joueur de flûte du Kremlin sur eux. Puisqu'ils avaient cessé de combattre le communisme, la perestroïka les a confirmés dans leur opinion : le communisme n'a jamais été ce que certains esprits maniaques en ont dit. Pourquoi donc l'auraient-ils combattu puisque, après quelques victoires mineures dans nos anciennes colonies, il s'effondre tout seul en Russie et en Europe ? Et puis, sur le fond, l'exigence de "justice sociale" et de "démocratie réelle" commune à Jaurès et à Lénine ne se retrouve-t-elle pas à la fois chez Mitterrand et chez Gorbatchev, tout comme elle unit Petre Roman et l'abbé Pierre ?

Parce qu'enfin, le retour au léninisme n'aboutira-t-il pas à l'instauration d'une social-démocratie, autoritaire certes, mais de ce fait si conforme aux traditions et aux aspirations grand-russiennes ? Selon eux, il y aurait du Pierre 1er dans Gorbatchev, et Boris Eltsine serait l'équivalent masculin et contemporain de la Grande Catherine. C'est oublier les villages de toile peinte de son favori Potemkine. Mais l'illusion de ce que j'ai appelé "l'isba commune" se paie du prix de l'aveuglement, tant il est vrai que les faibles rêvent toujours d'être aimés du même amour que celui dont ils baptisent leur lâcheté.

Ainsi, lorsqu'en 1984, nous réclamions à Strasbourg la réunification de l'Allemagne, on nous rétorqua que l'esprit de la collaboration nous inspirait. Mais quand Gorbatchev concède le démantèlement du mur, la réunification de l'Allemagne et son maintien dans l'OTAN, en échange du maintien de l'Armée Rouge sur le territoire allemand, du retrait des missiles occidentaux et de la réduction de 50 p. cent de la Bundeswehr, les mêmes qui nous accusaient voient dans ce poker menteur la preuve qu'un fils spirituel du KGB peut déborder de bonté d'âme et d'humanisme désintéressé.

Il n'est pas certain que l'union de Mercedes-Benz-Messerschmidt et du Gosplan profite à l'Europe, ni même à l'Allemagne. Les précédents de Rapallo et du pacte Ribbentrop-Molotov sont là pour nous éclairer.

Outre-Méditerranée, l'islamisme se répand à la vitesse des cavaliers arabes qui conquirent l'Africa wisigothique et romaine. L'extrémisme musulman ne nous touche que de très loin lorsqu'il est prêché en Afrique du Nord, mais il a établi ses têtes de pont sur notre sol. "Je suis romain, je suis humain" proclamait Charles Maurras qui exprimait ainsi son double attachement à l'Antiquité et au judéo-christianisme. Mais romain s'écrit déjà "roumi" sur la terre de France et Charles Martel tomberait aujourd'hui sous les coups des Sarrasins qui ont voté la loi Rocard-Gayssot.

Les nouveaux enjeux géopolitiques s'imposent à nous de façon claire. Leurs menaces peuvent devenir des victoires si nous savons abandonner l'euthanasie des vieux modèles socialistes, que ce soit celui de la perestroïka gorbatchévienne ou celui de la gauche californienne, fun et gay. Car le modèle européen existe, il se bâtit et perdure dans chacune de nos nations depuis des millénaires. Entre la Vistule et le cap Finisterre, entre l'Égée et la Baltique, l'Europe a trouvé ses frontières, dressé les colonnes de ses temples, répandu sa civilisation et sa foi sans attendre les directives de M. Delors dont l'homonymie sonne comme un programme. A l'or du Rhin, nous opposons le regard du Colleone. ■



Les bouleversements géopolitiques

Depuis un an, l'ordre mondial établi par les deux vainqueurs du dernier grand conflit de l'histoire, les États-Unis et l'URSS, s'effondre comme un château de cartes, bouleversant les données géopolitiques et les rapports de force à l'échelle de la planète, rendant presque caducs les traités et systèmes d'alliance signés et conçus après la guerre et ouvrant pour les peuples placés sous tutelle des perspectives considérables.

Les deux "empires" nés de l'abaissement de l'Europe, la Russie et l'Amérique, qui avaient fondé leur hégémonie sur un partage du monde en deux zones d'influence, voient leur suprématie remise en cause et leurs modèles contestés. Aujourd'hui, le communisme et, dans une moindre mesure, l'"american way of life" ne font plus recette. Pôles opposés d'un même matérialisme ayant instauré le règne de l'économique et du rationnel sur l'homme, ils en ont montré les limites, comme dans les pays capitalistes, ou la barbarie qui en découle, comme dans les régimes communistes.

A l'effondrement de ce système, qui s'apparente à la fin d'un monde, et à ce repli des empires devraient correspondre une nouvelle dispersion et un retour à la forme de l'État-nation. Les peuples enchaînés ou dépendants ne peuvent qu'être les grands bénéficiaires de cette évolution. Et l'Europe, qui était descendue au rang d'objet de la politique internationale et semblait définitivement sortie de l'histoire après Yalta, devrait être en mesure de retrouver sa prééminence et son rôle civilisateur.

Pour cela, il lui faudra cependant se débarrasser de ses dirigeants politiques actuels qui, après avoir été complices de son abaissement, affichent leur incompréhension et leur impuissance devant les mutations en cours et, toujours en proie à l'aveuglement, ignorent les nouvelles menaces que fait peser sur l'Europe la montée en puissance de l'Islam, dont nous avons parlé dans le numéro 6 d'"Identité".

La fin de Yalta

par Hervé Morvan

Depuis 1945, le monde semblait définitivement coupé en deux, et toutes les tentatives pour sortir de cette situation avaient échoué. Aujourd'hui, l'effondrement de l'empire communiste est interprété par certains comme une victoire de l'Amérique et de son système sur son rival de l'Est. Certes, dans le domaine économique et matériel, le capitalisme l'a emporté sur le collectivisme. Mais, avec l'atténuation des tensions Est-Ouest, le ralliement progressif du bloc de l'Est au mode de vie occidental, c'est le duopole même qui est remis en cause, autrement dit la suprématie des deux super-grands, par le relâchement des liens unissant chacun d'eux à ses vassaux ou alliés. Et c'est du même coup l'ouverture du monde vers une forme multipolaire qui redevient possible, avec, en corollaire, une revanche des peuples sur le totalitarisme et le cosmopolitisme que véhicule chacune des deux super-puissances. C'est enfin l'apparition d'un nouveau clivage nord-sud, opposant l'Islam à l'Europe, qui se précise.



Les brèches ouvertes dans le mur de Berlin sont symboliques de la fin d'une époque et d'un monde bipolaire, celui de Yalta. Mais, dans les bouleversements en cours, on ne veut généralement voir que la défaite par forfait du géant russe.

Or il est douteux que nous assistions à l'effondrement de l'un seulement des pôles du monde bipolaire Est-Ouest et à la victoire du "bloc occidental" en tant que tel. Les liens de solidarité internes à chaque bloc se desserrent à mesure que la perspective d'un affrontement armé Est-Ouest s'estompe. Dans ce système désormais ouvert, toute atteinte grave et durable portée à la puissance de l'un des deux "super-grands" cause un dommage similaire à la puissance de son adversaire. Ne serait-ce qu'en rendant sa prééminence au sein de son bloc moins nécessaire, donc moins légitime, et donc plus pesante.

L'ère de Yalta ne se conclut pas par la victoire de l'une des deux grandes puissances sur l'autre, mais par l'abolition d'un duopole sur le marché international des modèles de société possibles. Ces deux super-puissances n'ont plus de légitimité à imposer ou à proposer aux autres nations leurs systèmes de valeurs et leurs modèles de société à l'exclusion de tout autre.

La poussée des nationalismes à l'Est, le discrédit du modèle marxiste-léniniste devenu partout "invendable", mais aussi le déclin de la puissance américaine, le refus par les peuples européens de la société multiculturelle et du cosmopolitisme, voilà la véritable fin du monde de Yalta. Au niveau international et à l'intérieur même des nations, cette remise en cause du duopole régnant depuis plus de quarante ans redistribue toutes les cartes, fait apparaître de nouveaux clivages, de nouveaux antagonismes et de nouvelles solidarités.

Le partage de l'Europe en deux zones d'influence fut la conséquence et la conclusion de la grande guerre civile européenne née en août 1914. Cette guerre, comme toutes les guerres civiles, n'a pas eu de vainqueurs réels. Elle n'a fait que des vaincus, comme le prouve abondamment le déclin de chacune, prise isolément, des grandes nations européennes du début du siècle, y compris l'Angleterre elle-même, ravalée à partir de 1945 au rang d'établissement *off-shore* des États-Unis. Épuisé par ses guerres successives, le sous-continent eurasiatique s'est trouvé partagé à Yalta entre une tête de pont de la puissance maritime anglo-saxonne et un glacis protecteur de la puissance continentale russe.

La conférence de Yalta, qui se déroula le 4 février 1945 en Crimée en présence de Staline, Roosevelt et Churchill, est considérée comme l'acte de naissance du duopole américano-soviétique. En réalité, elle ne fit que consacrer un état de fait : l'effondrement d'une Europe épuisée par deux grands conflits mondiaux et la suprématie des vainqueurs qui allaient régner sur le monde : l'URSS et les États-Unis. Une réalité que *Yalta*, pièce de Vladimir Volkoff présentée au théâtre F. Gémier (sur cette photo) en 1986, illustre par cet échange de répliques entre Roosevelt : « *Je pèse 150 milliards de dollars en budget de guerre* », Staline : « *Je pèse 40 millions de morts et une idée* » et Churchill : « *Je pèse la vieille Europe* ».



En 1943, les Allemands découvraient à Katyn des charniers de milliers de cadavres de soldats polonais. Malgré les preuves établies par des commissions d'enquête internationales, ce crime portant sur plus de 15 000 officiers allait être attribué aux Allemands par les puissances alliées au cours du procès de Nuremberg. Ainsi naissait une nouvelle écriture de l'histoire, dont l'Europe ferait les frais et qui tairait les innombrables massacres et déportations perpétrés par l'allié communiste des États-Unis. Aujourd'hui encore, une seule catégorie de crimes contre l'humanité, ceux attribués aux nazis, sont reconnus et poursuivis. Quarante-cinq ans plus tard, les atrocités commises par les communistes restent impunies. Ainsi le voulait l'ordre, aujourd'hui rompu, de Yalta.

Un duopole bien commode

La fin de la Seconde Guerre mondiale faillit, on le sait, déboucher en quelques mois sur le début d'une troisième, entre l'Est et l'Ouest. Deux théories s'affrontaient dans les milieux dirigeants américains : *roll back* et *containment*. Fallait-il refouler la puissance communiste sur son pré carré russe ou se borner à la contenir sur la base des positions acquises ? L'explosion de la première bombe nucléaire soviétique rendit caduc le débat. Le fait nucléaire, une réalité inédite jusqu'alors, imposa dorénavant aux parties la prorogation indéterminée du condominium, dans la mesure où il rendait impossible la résolution de cette rivalité par un affrontement direct. Un maître mot définit depuis lors les relations des deux grandes puissances : gestion.

La gestion du duopole mondial repose sur la relégation des zones de conflit vers la périphérie, de manière à empêcher toute crise ouverte sur le champ de bataille potentiel à plus haut risque : l'Europe. Et l'on veille à ce que ces conflits ne deviennent jamais totalement "ingérables", même lors des affrontements périphériques les plus violents, au Vietnam par exemple.

La puissance se mesure certes toujours en termes de puissance militaire mais l'*overkill ability* (aptitude de chacun à détruire plusieurs fois son adversaire) en réduit considérablement la signification. Le monde est donc l'enjeu et le lieu d'une compétition idéologique avant toute chose, et l'aptitude à exporter son modèle de société, par le discours et la propagande, par les appuis économiques et financiers, et s'il le faut par la subversion sous des formes plus ou moins violentes, définit le plus ou le moins de rayonnement et de puissance de l'un ou de l'autre. Ce déplacement, sur le plan de la politique ou des schémas de société, de la guerre impossible entre l'Est et l'Ouest par d'autres moyens explique en grande partie l'échec de toutes les tentatives de "troisième voie", de non-alignement, etc., à travers le monde depuis 1950, et en Europe en particulier. Les difficultés rencontrées à l'Est par le titisme, à l'Ouest par le gaullisme en sont des exemples probants.

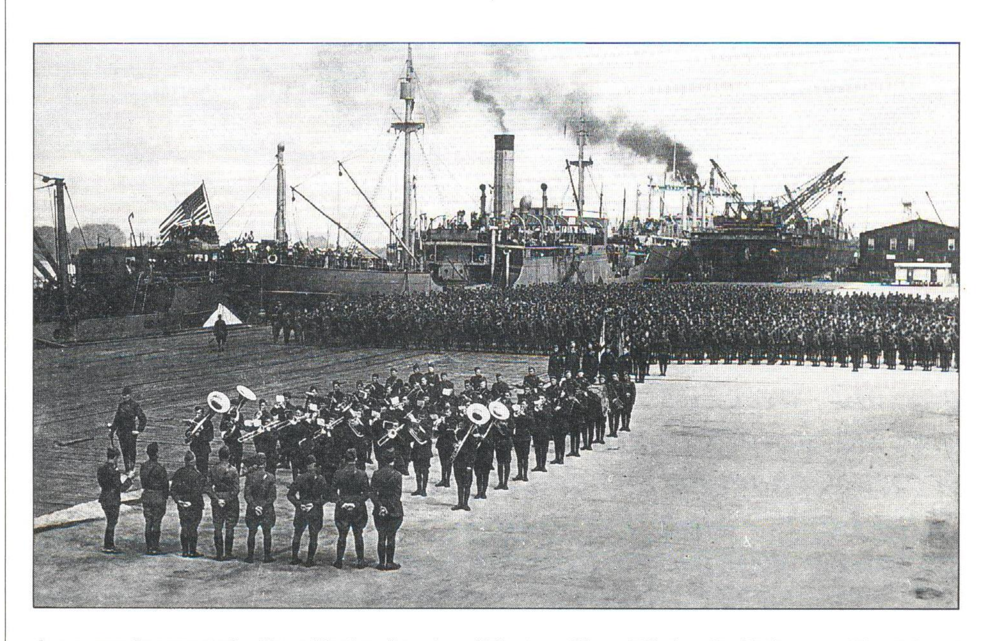
Il y a en effet un intérêt similaire des deux super-grands à contrecarrer chacun dans sa sphère d'influence les poussées politiques et idéologiques de l'autre, mais aussi un même intérêt à évincer tout modèle tiers, susceptible de rompre le duopole, c'est-à-dire le monopole de chacun dans sa zone. Il s'agit là d'une solidarité de fait des deux rivaux.

commun des amis, des ennemis et du système bipolaire, le contrôle politique et militaire des alliés de chaque camp. Déjà difficilement maîtrisé à deux, le jeu nucléaire est réputé ingérable à *x* termes. Or le club nucléaire n'a cessé de s'agrandir depuis vingt ans et de s'étendre à des nations réputées peu "rationnelles", voire à des bastions possibles du terrorisme international.

C'est là une des raisons majeures d'un paradoxe apparent : les États-Unis sont disposés à tous les sacrifices, politiques, économiques et financiers, pour empêcher l'empire russe de sombrer dans l'anarchie. Le Pentagone est aujourd'hui le plus fidèle soutien de M. Gorbatchev, dans la mesure où un certain nombre des vecteurs et des têtes nucléaires soviétiques sont basés sur des territoires potentiellement incontrôlables (Lituanie) ou à proximité (sud de la République socialiste soviétique de Russie).

La fin d'un ordre

L'URSS a d'ores et déjà renoncé à son emprise militaire sur son glacis. Cela ne signifie aucunement qu'elle ait renoncé à son statut de grande puissance, loin de là, mais elle se replie progressivement sur son pré



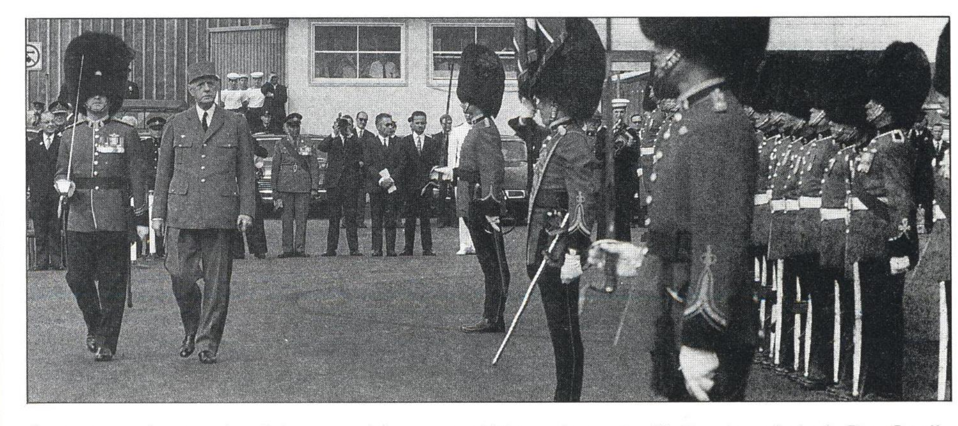
A un représentant du *New Yorker Inquirer*, Winston Churchill devait déclarer : « *L'entrée en guerre de l'Amérique en 1917 fut une démarche funeste. Si vous étiez restés chez vous pour régler vos propres affaires, nous aurions pu conclure la paix avec les pays d'Europe centrale au printemps de 1917 et épargner ainsi la mort à un million de Britanniques et de Français.* » Et sans doute aurait-on évité le traité de Versailles et une deuxième guerre civile. Car ce n'est pas le nationalisme qui fut la cause de la Deuxième Guerre mondiale, mais le redécoupage absurde de la carte de l'Europe qu'imposèrent les grandes puissances sans tenir compte des nationalités.

Or les deux super-puissances sont subverties, chacune de leur côté et toutes les deux ensemble, par l'apparition de facteurs et de clivages nouveaux, de "tiers", qui les minent et sont en train d'abolir leur duopole.

Dans le domaine proprement militaire, la prolifération nucléaire représente sans aucun doute l'échec majeur des deux grands, et sape la légitimité même de leur condominium. Le fait nucléaire a en effet justifié, dans l'intérêt

carré russe. La vocation défensive du pacte de Varsovie contre l'impérialisme occidental n'a jamais été qu'une fiction. Ce pacte servait en réalité de base de départ aux possibles volontés offensives soviétiques en Europe (que l'URSS n'a plus les moyens politiques et financiers d'assumer) et, d'autre part, il fonctionnait comme force d'occupation des démocraties populaires (qui dorénavant la refusent). Le voilà démantelé de fait.

Mais, de son côté, l'Alliance atlantique ne se porte pas mieux. Déjà ébranlée il y a vingt-cinq ans par le retrait de la France de l'organisation militaire intégrée, l'OTAN perd chaque jour sa raison d'être, au vu de la dislocation du pacte de Varsovie. Incapable de gérer autre chose que le conflit Est-Ouest, parce que construite exclusivement dans ce but, elle ne répond pas aux nouvelles menaces géostratégiques sur le flanc sud de l'Europe et, de surcroît, entrave, aux yeux de son plus fidèle membre continental, la RFA, le déroulement harmonieux de la réunification allemande. L'OTAN semble donc vouée à une lente agonie, par perte de substance.



A propos du condominium américano-soviétique issu de Yalta, le général De Gaulle prophétisait : « *Il n'est point à la longue de régime qui puisse tenir contre les volontés nationales.* » Opposant les peuples aux empires, il chercha à briser le statu quo né de la Seconde Guerre mondiale. A Bucarest, en 1968, il devait déclarer : « *Comment admettre que puisse durer pour les pays de notre Europe une situation dans laquelle beaucoup d'entre eux se trouvent répartis en deux blocs opposés, se plient à une direction politique, économique et militaire provenant de l'extérieur ?* » La création d'une force nucléaire autonome, la politique de rapprochement avec l'Allemagne, l'apostrophe symbolique « *Vive le Québec libre !* » s'inscrivaient dans cette perspective. Ici : De Gaulle en voyage au Québec en juillet 1967.

Le déclin des idéologies dominantes

Simultanément sont battus en brèche les fondements mêmes des idéologies dominantes exportées par les deux super-puissances. Leur déclin en termes de puissance économique et stratégique s'accompagne d'un déclin, encore plus déterminant à terme, de leur pouvoir de séduction, c'est-à-dire de leur capacité à exporter leurs modèles de société et leurs valeurs. Ce phénomène n'est en soi pas surprenant, dans la mesure où ces systèmes rivaux partagent, sur le fond, des a priori similaires relativement aux rapports de l'économique et du politique, et relativement aux faits culturels et nationaux. Or les grands mouvements actuels, à travers le monde entier, consacrent une revanche du politique sur l'économique, et des nationalités sur le cosmopolitisme.

Le système politique marxiste-léniniste et sa logique planificatrice de l'économie sont discrédités à travers le monde entier. Cette affirmation semble maintenant une évidence, un truisme, mais les événements en cours se sont tellement précipités qu'on se rappelle difficilement qu'il n'y a pas plus de cinq ou six ans, le système socialiste faisait encore assez illusion et que l'URSS disposait d'encore assez de fonds pour que le marxisme-léninisme fût une alternative crédible aux régimes libéraux dans nombre de pays.

Les échecs du libre-échange

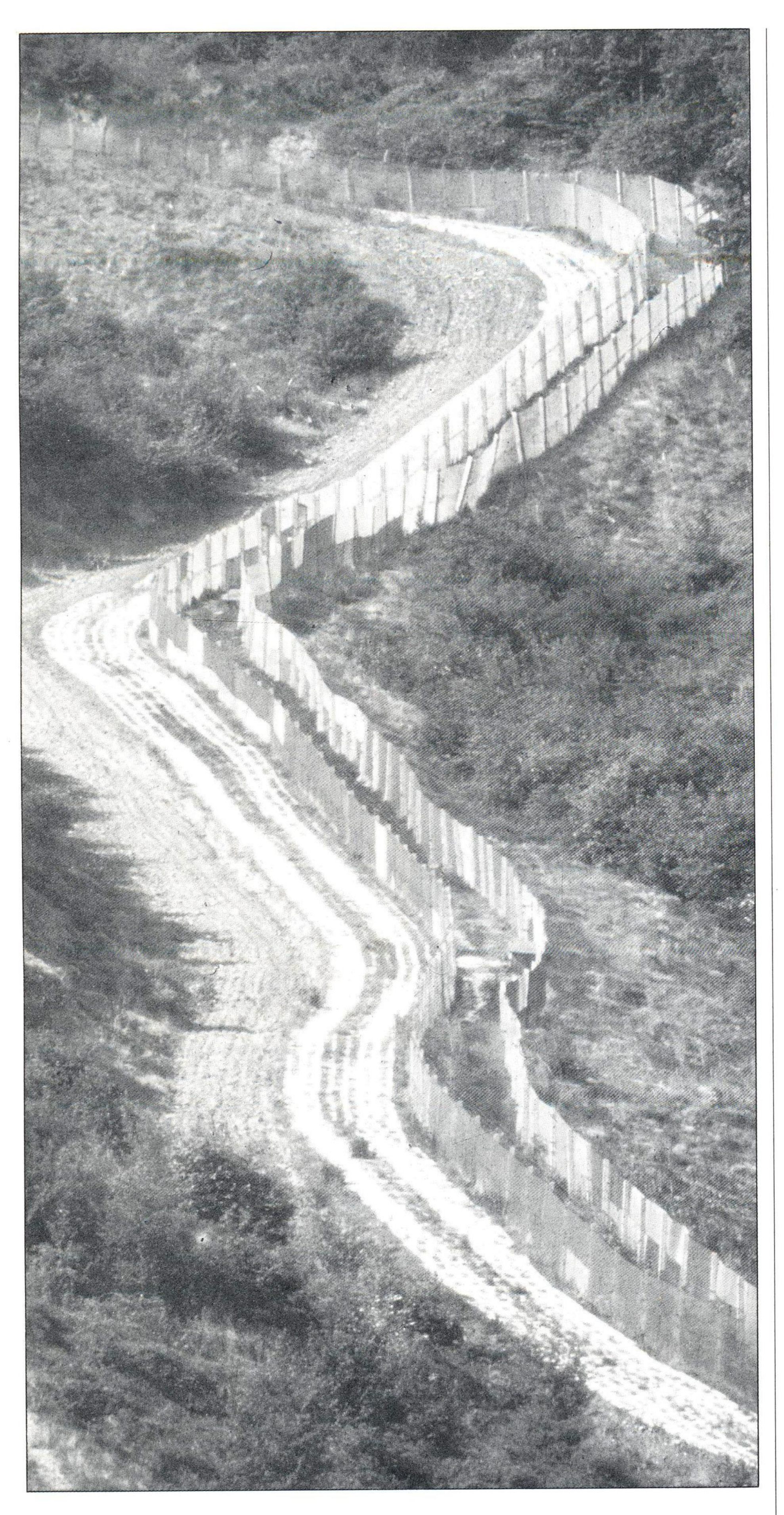
Cette disqualification du monde oriental n'implique pas que l'idéologie libérale, et sa logique économique inverse, fondée sur le libre-échange, soient pour autant plus “vendables”. Les conséquences effroyables de cette logique sur les pays du tiers monde exportateurs de matières premières sont là pour en témoigner, et l'absence de modèle de développement tiers (modèle alternatif au modèle tout socialiste ou au modèle tout libéral) crée une situation d'anarchie, lourde de dangers potentiels.

Elle explique pour une part les secousses africaines et moyen-asiatiques, et la montée du fondamentalisme islamique. Entre la pauvreté planificatrice, associée à la dictature d'une nomenklatura de type soviétique (Algérie) et la pauvreté due à l'application rigide des lois du marché, associée à une occidentalisation trop rapide et brutale des racines et des pratiques culturelles (Iran), certains refusent de choisir et proclament qu'à tout prendre, il vaut mieux être pauvre et juste que pauvre et complice d'un Satan quelconque. Il serait absurde aujourd'hui de prétendre que la chute du régime algérien prosoviétique, qui a tout misé sur le modèle stalinien de développement par l'industrie lourde, puisse être une victoire du libéralisme. Il y a quelques années encore, on eût pu l'espérer...

Le mythe du développement naturel, rationnel et harmonieux des nations dans le



Le 5 novembre 1956, les troupes anglaises et françaises intervenaient en Égypte le long du canal de Suez. Cette expédition destinée à préserver les intérêts européens au Moyen-Orient dut être brutalement interrompue, deux jours après, à la suite de l'ultimatum lancé par l'URSS et les États-Unis venant au secours du colonel Nasser. Jamais mieux que ce jour l'abaissement de l'Europe n'apparut plus évident et la complicité politique de l'Amérique et de la Russie communiste plus éclatante. Devenue un nain politique par son incapacité à s'unir, alors que son poids économique, scientifique et humain dépassait celui des deux grands, l'Europe subissait l'histoire. Ici : les parachutistes français du 2e RPC sautent sur Port-Saïd.



Le rideau de fer, symbole tragique de la division de l'Europe et de son abaissement. Son démantèlement annonce la fin de Yalta et le retour de l'Europe sur la scène internationale.

cadre d'un système international de libre-échange n'a pas fait faillite seulement en ce qui concerne les pays laissés pour compte de la richesse mondiale. A l'échelle du commerce international, le dumping effréné des pays nouvellement industrialisés (NIP : Corée, Taïwan, Singapour, etc.), leur refus de mettre leurs pratiques sociales (salaires, lois sur le travail des femmes et des enfants, couverture sociale, etc.), juridiques (protection des marques et des brevets, etc.) et économiques au niveau des pratiques occidentales, ont causé des dommages incommensurables au fonctionnement des économies de l'Ouest. Et cela parce que leurs systèmes sociaux et politiques traditionnels, leur spécificité nationale ne le nécessitent pas et qu'ils ont pu jouer à un jeu sans en respecter la règle. Or le libéralisme a cru possible d'imposer au monde l'idée que l'économie pouvait être morale et que les égoïsmes nationaux n'y avaient pas leur place. En privé au moins, nombre de nos chefs d'entreprise sont moins persuadés qu'il n'y paraît des vertus de la libre fraude et de la concurrence déloyale (appellation officielle : "libre-échange").

Les États-Unis eux-mêmes sont touchés, dans leur chair, pourrait-on dire, par la subversion de la logique libérale : privé du libre exercice de ses prérogatives politiques de grande puissance, le Japon a retourné cette logique à son profit. Ayant investi sa volonté de puissance dans le domaine économique, il sublime par sa réussite industrielle et financière son avilissement politique et, malgré le raidissement d'un État américain protectionniste (pervertissant lui-même son modèle), il le bafoue en rachetant la Columbia Corp. et le Rockfeller Center. Sur fond de crise chronique du système financier international, la fin de Yalta se joue aussi à Wall Street.

Le réveil des nationalités de l'empire russe fait craquer beaucoup plus sûrement l'édifice oriental que le mirage libéral. Le résultat des élections récentes en Bulgarie, en Roumanie, l'évolution politique de Solidarité en Pologne en sont la preuve. MM. Walesa et Jaruzelski se retrouvent d'accord pour juger qu'il y aurait peu de chose à gagner pour leur pays à passer de sa situation actuelle à celle de la Côte d'Ivoire, par le jeu naturel d'une politique de laisser-faire laisser-passer aussi préjudiciable aux intérêts nationaux que l'était l'exploitation du pays par le grand frère soviétique. En Allemagne même, pays pourtant bien libéral, le chancelier Kohl milite pour un monopole de fait de la RFA sur le redressement économique de la RDA, malgré les rappels à l'ordre incessants et pressants de M. Jacques Delors. Un Jacques Delors qui considère l'Europe de l'Est uniquement comme un marché et qui a révélé à maintes reprises ses conceptions cosmopolites de la CEE, ouverte sur l'extérieur du continent européen. Quoi qu'il en soit, grâce à leur puissance financière considérable, les Allemands de l'Ouest arriveront sans aucun doute à faire valoir une préférence nationale d'ailleurs toute légitime. Le chef du Parti républicain allemand se plaignait récemment que M. Kohl lui eût pris son programme. Les choses vont vite.

La revanche du politique et du culturel

Le renouveau des sentiments nationaux en Europe et la montée de l'Islam sur son flanc sud sont les faits nouveaux déterminants de l'histoire contemporaine de ce continent. Deux faits qui échappent à la problématique de l'affrontement Est-Ouest et, qui plus est, à la logique, aux schémas intellectuels, des idéologies jusqu'alors dominantes. Ils découlent en effet de principes que l'idéologie marxiste et l'idéologie libérale croyaient abolis et marquent la revanche du politique et du culturel sur les idéologies du primat de l'économique. Celles-ci, se croyant et se voulant "rationnelles", sont désorientées par le phénomène.

Nous allons en réalité vers une nouvelle problématique des relations internationales, multipolaire et, ne nous le cachons pas, pleine de risques. L'avenir prévisible de l'Europe, et d'autres continents, sera fait de la coexistence de sociétés monoculturelles qui prendront la forme d'États-Nations. Que cette coexistence soit toujours pacifique, cela n'est pas sûr non plus, mais, après tout, le libéralisme anglo-saxon et le marxisme-léninisme russe ont tous deux déjà échoué à imposer leur règle du jeu aux pays d'Europe centrale. Son glacis européen échappe actuellement à l'URSS, mais il est à rappeler qu'il existait entre 1919 et 1939, identique quoique remplissant une fonction inverse, en tant que "cordon sanitaire" créé de toutes pièces à Versailles pour contenir le géant russe passé au bolchevisme. On sait quelle fut l'histoire de cette Mittel-Europa, inventée par les État-Unis et "gérée" par son allié britannique.

Mais le pire n'est jamais certain et, si des divergences nouvelles se font jour du fait de l'émiettement des blocs, de nouvelles solidarités apparaîtront aussi. Dans le long terme, on a toujours intérêt à miser sur les réalités, et le fait national et culturel a prouvé son aptitude à survivre aux modes idéologiques, c'est-à-dire aux abstractions. M. Gorbatchev en est plus conscient que personne et, si le communisme survit au changement de siècle, ce sera très certainement sur la base d'une adéquation plus grande entre le PC et le sentiment national russe. On préfère son frère à ses cousins, ses cousins à ses voisins, et ses voisins à ceux qui ne nous sont rien. En ce sens, l'idée européenne bien comprise, fondée non sur une idéologie cosmopolite mais sur une communauté d'origine et de civilisation, a encore son mot à dire dans ce débat.

Le cosmopolitisme contre l'Europe

C'est la raison pour laquelle le dernier avatar du libéralisme anglo-saxon, la société multiculturelle, représente un danger majeur pour les nations d'Europe occidentale. Évolution ultime du *melting pot*, la société cosmopolite représente le passage à la limite du concept de libre-échange : du libre-échange d'hommes, de biens et de services réputés interchangeables et équivalents, on passe au libre-échange des cultures et des peuples, à leur métissage, à la perte de toute identité individuelle et collective. Cette société n'est pas tolérante, elle milite pour l'échangisme et n'accepte pas qu'on ne s'y prête point. Ce n'est pas une rencontre, qui peut enrichir un individu ou une culture, c'est une partouse, qui les avilit. Le mythe californien — soleil, liberté des mœurs, libéralisme économique — fascine une grande partie du peuple de gauche, comme du peuple de droite, indifféremment.

C'est là, au cœur même de nos sociétés, le clivage fondamental des années à venir. Car la fracture de Yalta existait au sein même du corps social : droite-gauche ; globalement : libéraux et socialistes. Cette fracture-là n'a pas plus de raison de perdurer que le mur de Berlin.

Bernard-Henri Lévy lance une nouvelle revue. Une revue cosmopolite. Il déclarait il y a peu sur France-Info : « *Le débat fondamental des années à venir sera entre le cosmopolitisme d'une part, le nationalisme et le populisme d'autre part.* » Il choisit son camp, ce n'est pas le nôtre, mais son analyse, pour le reste, est parfaitement pertinente. Très concrètement et à très court terme, ces nouveaux clivages feront exploser les partis politiques français. ■



En 1945, deux puissances extérieures à l'Europe faisaient leur jonction en Allemagne. Leur victoire devait apparaître comme celle du monde libre sur le nazisme. Elle consacrait à leur profit, en termes géopolitiques, le partage de l'Europe en deux zones d'influence. L'Europe de l'Ouest comme plate-forme avancée de l'empire thalassocratique américain et l'Europe de l'Est comme glacis protecteur de l'empire continental soviétique. L'effondrement de la puissance germanique et l'épuisement de la France et de l'Angleterre signifiaient la disparition politique de l'Europe, parfaitement symbolisée par cette poignée de mains entre officiers américains et russes sur les décombres du vieux continent.

L'effondrement du communisme

par Jacques Baron

Étendant son empire de l'Elbe à l'océan Pacifique, de la Baltique à la mer Noire, de la Sibérie à l'Afghanistan, doté de satellites à sa dévotion dans toutes les régions du monde, coiffé par une armée, une police et un parti écrasant par la terreur les peuples les plus différents, l'empire communiste paraissait d'autant plus invincible et inébranlable que l'idéologie marxiste dont il était le porte-drapeau et qui en constituait le ciment servait, il y a encore quelques années à peine, de système de référence à bien des intellectuels et politiciens du camp capitaliste. Aujourd'hui, nous assistons, en même temps qu'à l'effondrement du mythe, à la dislocation de l'empire. L'effondrement du mythe, puisque, à l'inverse de ce qu'avait prédit son théoricien, Karl Marx, le communisme, loin de libérer les masses, les aura asservies et, loin de déboucher sur la prospérité et le paradis, aura finalement sombré dans la pire des débâcles économiques. La dislocation de l'empire, par l'abandon, plus ou moins effectif suivant le degré de résistance des partis locaux, des différents pays vassaux d'Europe de l'Est, d'Asie et d'Afrique.

Il est de bon ton, tant en URSS qu'en Occident, de rendre M. Mikhaïl Gorbatchev responsable du déclin brutal de l'Union soviétique et du système communiste dans le monde. Selon la perspective où l'on se place, le numéro un soviétique serait une sorte de Simon Bolivar, libérateur de peuples opprimés, ou un émule de Néron parlant de perestroïka pendant que Rome brûle.

Cependant, contrairement aux apparences, M. Gorbatchev n'a pas bradé l'héritage de la gérontocratie brejnévienne et andropovienne, pour la simple raison que cet héritage n'existait pas. La faillite du système communiste est bien antérieure à son arrivée au pouvoir en 1985. En réalité, comme certains milliardaires ruinés, l'Union soviétique parvenait à maintenir un certain "standing" de grande puissance fondé sur la confiance (ou la peur) que son nom pouvait encore inspirer à ses créanciers et à ses bailleurs de fonds. Naturellement, il ne s'agissait pas seulement d'argent. La confiance se mesurait aussi en relations diplomatiques, en espérances révolutionnaires, en foi idéologique ou simplement en crainte.

Une crise bien réelle

En 1985, à la tribune du XXVe congrès du Parti communiste français, M. Georges Marchais affirmait, après l'échec de l'Union de la gauche, que le renforcement du bloc socialiste offrait les meilleures perspectives pour l'instauration d'un véritable socialisme à la française. Il est vrai que le personnel des entreprises au bord de la faillite a toujours tendance à dresser des plans sur la comète jusqu'à la dernière limite. C'est humain. Pourtant, de nombreux spécialistes de l'URSS, réputés sérieux, affirmaient que celle-ci n'était pas en crise.

Cependant, la crise était bien là.

Elle était d'abord économique. Les conditions de vie de la population empiraient. Officiellement, la croissance était positive (de l'ordre de 2 p. cent à 3 p. cent par an), mais tous les témoignages concordaient pour dire que jamais l'approvisionnement n'avait été aussi déficient et les biens de consommation aussi rares dans les commerces. La chute de la productivité du travail était d'ailleurs si préoccupante que le pouvoir, et notamment Iouri Andropov en 1983, n'avait d'autre recours que de lancer des campagnes de répression contre les alcooliques et autres asociaux qui faisaient s'envoler les chiffres de l'absentéisme dans les usines.

La crise était aussi sociale. Officiellement, à l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, l'alcool tuait en moyenne un million de Soviétiques par an et était à l'origine de 85 p. cent des crimes violents. 10 p. cent de la production industrielle était officiellement perdue à cause de l'alcoolisme. Le marché noir et la corruption s'étaient généralisés. Depuis la création de l'économie planifiée en URSS, le marché noir a toujours été la soupape de sécurité qui permettait tant bien que mal (et plutôt mal que bien) à la population de survivre. Bien souvent, il s'agissait d'un simple troc : des pommes de terre contre des chaussures, du papier toilette contre du savon, etc. Mais cette situation ouvrait des perspectives considérables d'enrichissement personnel à des hauts fonctionnaires et à des apparatchiki du Parti et de la police qui monnayaient aussi bien leur silence que leur pouvoir quand ils ne se transformaient pas en authentiques "parrains" du milieu. La recrudescence de délits de tous ordres, la constitution de bandes de délinquants et l'émergence du "crime organisé", soigneusement dissimulées par des statistiques rassurantes, avaient créé dans beaucoup de villes soviétiques un réel climat de peur. En outre, la crise était perceptible en Occident au travers de certaines statistiques, celles-là difficilement falsifiables, comme l'espérance moyenne de vie de la population masculine (62,4 ans en 1984, soit dix ans de moins que dans les pays occidentaux) ou le taux de mortalité infantile : vingt-six décès pour mille naissances en 1985 (8,3 en France).

La crise était politique enfin. La gestion brejnévienne des cadres (un responsable demeurait à son poste tant qu'il n'avait pas démérité idéologiquement) faisait de l'URSS la vivante illustration du fameux principe de Peter relatif au seuil de compétence. L'immobilisme était devenu le seul principe de l'action (ou plutôt de l'inaction) politique. Conséquence : la direction vieillissante et l'appareil frileux perdaient le contact avec la société qu'ils étaient censés diriger. La machine bureaucratique ne fonctionnait plus que par la force de l'inertie, ce qui encourageait les responsables locaux à ne plus agir que selon la règle : "moins on en fait, mieux on se porte" [1]. Dans les faits, le pouvoir avait perdu le contrôle de la société.



Habitués depuis quarante ans à louer les mérites du communisme, camouflant avec complaisance ses monstruosités et ses échecs, en complicité électorale, et parfois gouvernementale, avec les partis communistes locaux, la gauche et les médias à sa botte ont masqué la portée des immenses manifestations populaires qui se sont déroulées dans toute l'Europe de l'Est et dont la caractéristique déjà essentielle était le rejet total du socialisme. A tel point qu'ils s'empressèrent d'annoncer à grand tapage un énorme succès aux élections pour le SPD en Allemagne de l'Est alors que celui-ci devait être laminé par la vague anti-socialiste qui a déferlé sur ces pays. Curieux paradoxe : il n'y a plus qu'en Europe de l'Ouest qu'on continue de croire au socialisme. Ici : une manifestation anti-socialiste en RDA.

Au niveau international, l'image de l'URSS était au plus bas. Personne ne considérait plus la "mère patrie du communisme" comme un modèle à suivre, à l'exception des partis communistes et des groupes révolutionnaires de certains pays du tiers monde qui bénéficiaient de l'aide de Moscou et pour lesquels le marxisme-léninisme constituait une méthode efficace de conquête du pouvoir. Et même les fidèles compagnons de route ne soutenaient plus l'URSS que de manière indirecte, soit en pratiquant le système de l'équivalence consistant à dire que, si l'URSS était mauvaise, les États-Unis ne valaient guère mieux, soit en affirmant, comme dans la chanson, que « *les Russes aiment aussi leurs enfants* [2] ».

Le seul secteur qui fonctionnât convenablement était celui de la coercition et de la crainte : la crise ne touchait ni le KGB ni, surtout, l'armée soviétique (même si l'aventure afghane commençait à provoquer de douloureux états d'âme).

En réalité, c'était là le seul domaine où l'URSS restait une référence. Dans l'esprit des dirigeants soviétiques, l'exportation de la révolution aux quatre coins du monde et le renforcement de leur puissance militaire étaient la seule manière d'affirmer la supériorité du marxisme-léninisme. Il s'agissait pour eux

Le 1er mai 1990, pour la première fois dans l'histoire de l'Union soviétique, plusieurs dizaines de milliers d'informels étaient autorisés à défiler devant la tribune officielle installée sur la place Rouge. Marx, Staline et Lénine durent en bondir hors de leur tombe : des oriflammes aux couleurs de la Sainte Russie, ou de la Lituanie, un moine portant un immense crucifix, une vieille dame arborant un portrait de Nicolas II et des slogans tous aussi élogieux pour le régime que : « *Communistes, vous avez fait faillite !* » ou encore : « *Le marxisme-léninisme dans les poubelles de l'histoire !* » Les réalités économiques mais surtout la survivance des cultures ont eu raison du mythe égalitaire.

Abandon du centralisme "démocratique" au profit du pluralisme, rejet du collectivisme et ralliement progressif à l'économie de marché, annonce d'élections libres, révision de l'histoire officielle, reconnaissance de certains des crimes commis par le communisme, rétablissement de certaines libertés : le régime soviétique connaît une mutation profonde au moment même où l'URSS semble en proie au chaos, minée qu'elle est de l'intérieur par la débâcle économique et sociale et par les revendications autonomistes qui n'épargnent même pas son principal État, la Russie. Ici : Boris Eltsine, qui en a été élu président, décidé à faire prévaloir les lois de sa Fédération sur celles de l'Union. L'effondrement du communisme, c'est aussi le réveil de la vieille Russie.



d'acquérir une position militairement dominante qui leur aurait permis de dicter leurs conditions au capitalisme et d'utiliser le potentiel économique de l'Occident pour assurer la survie matérielle de leur système.

Le défi de l'Occident

Pour les Soviétiques, l'objectif des premières négociations SALT, au début des années soixante-dix, était de se voir reconnaître par les Américains une parité qui, en réalité, n'existait pas. Le résultat de ces accords fut que les États-Unis s'engagèrent à geler leur potentiel de frappe nucléaire tout en autorisant l'URSS à les rattraper. Le Kremlin passa alors à la deuxième étape : faire admettre sa supériorité stratégique, c'est-à-dire se donner les moyens de mettre l'Europe à genoux. La crise des euromissiles fut l'une des batailles de cette nouvelle guerre froide. Le chantage nucléaire soviétique, qui aurait pu conduire au découplement des défenses respectives des États-Unis et de l'Europe, provoqua un sursaut des Occidentaux que le Kremlin n'avait pas prévu.

Trois événements sonnèrent le glas des espoirs soviétiques :
- l'élection de M. Ronald Reagan à la présidence des États-Unis, en 1981 ;
- la riposte britannique à l'invasion des Falkland par l'Argentine, en 1982, qui montrait bien que, contrairement aux analyses soviétiques, les Occidentaux étaient encore capables de mener une vraie guerre pour défendre à la fois leur territoire et leur honneur ;
- le lancement par les États-Unis, en 1983, du programme de "bouclier spatial" qui ouvrait de fait une véritable compétition technologique que l'Est était incapable de gagner.

C'est dans ce contexte, où l'Occident prenait enfin un ascendant moral sur l'URSS, que se situent deux faits marquants de l'année 1983 : la libération de la Grenade par les forces conjointes des États-Unis et des États voisins de l'île, qui marqua la fin de l'expansion territoriale du communisme dans le monde, et la décision des pays occidentaux membres de l'OTAN d'accepter l'implantation sur leurs territoires des missiles de croisière et des Pershing II américains et cela en dépit d'une campagne pacifiste sans précédent.

Il restait aux Soviétiques deux solutions : durcir leur position et relever les défis ou baisser les bras. Ils choisirent naturellement la première solution, ce qui leur fut fatal. L'URSS pouvait facilement surclasser les Occidentaux en ce qui concernait les programmes d'armement classiques. Elle pouvait construire beaucoup plus de canons, de chars ou d'avions que les Occidentaux pour la simple raison qu'elle était totalement libre de l'affectation de son budjet [3]. En revanche, elle était incapable de relever simultanément le défi technologique que lui imposaient les États-Unis. Non que les savants et techniciens soviétiques fussent des incapables. Simplement, les structures économiques du pays ne le permettaient pas.

La riposte du Kremlin : la perestroïka

Pour rester dans la course, les Soviétiques devaient à la fois ralentir l'effort occidental et améliorer leurs propres structures.

Le premier point pouvait être atteint par un retour à la détente, par l'affirmation d'un certain "libéralisme" et en parant de nouveaux atours de vieilles idées comme celle de "maison commune européenne". Mais pour réaliser le deuxième objectif, il fallait lancer la perestroïka.

Cette dernière ne visait nullement à améliorer les conditions de vie des Soviétiques ou à résoudre enfin le problème de la production des biens de consommation, mais simplement à rendre la société soviétique apte à relever le défi de l'Occident.

Un tel programme aurait été difficilement réalisable dans une société saine, mais dans un système aussi profondément en crise, c'était tout simplement impossible. Une véritable société civile, précédemment inexistante, s'est immédiatement cristallisée dans toutes les brèches du système, brèches que le pouvoir ne pouvait refermer sous peine de perdre les avantages du retour à la détente et de rendre l'idée de "maison commune" plus difficile à admettre par les Occidentaux.

En quoi consiste cette idée ? Il s'agit de développer des liens économiques et culturels entre les nations européennes pour rendre possible la survie de l'Union soviétique. L'Europe occidentale doit accepter l'idée d'assurer la maintenance de l'Europe tout entière en échange d'un nouvel ordre politique d'où toute confrontation serait exclue à l'intérieur du continent (mais pas forcément à l'extérieur).

Naturellement, cette idée était à peine crédible lorsque l'Europe était divisée en deux blocs et que des Honecker, Husak, Ceausescu et autres Jivkov régnaient sur les pays de l'Est. Pour faire avancer sa stratégie, le Kremlin n'avait qu'un recours : bouleverser le statu quo européen.

Cette volonté soviétique a rencontré deux aspirations des peuples du centre et de l'Est européen. Deux aspirations qui existent depuis quarante ans et qui ont été cause de multiples tensions, parfois brutales, comme à Berlin (1953), en Hongrie (1956), en Tchécoslovaquie (1968) ou en Pologne (1981). Il s'agit d'abord du rejet de la dictature rigide du Parti communiste, devenue ces dernières années d'autant plus intolérable dans les pays satellites que la libéralisation de l'URSS semblait avancer d'un bon pas. Deuxième aspiration : les peuples de l'Est et du Centre de l'Europe veulent mener une vie économique normale. Le maintien d'une économie de pénurie et l'interdiction de voyager librement ne pouvaient plus se justifier, ni par la menace capitaliste ni par la construction du futur paradis communiste.



Sur les six chefs d'État communistes d'Europe de l'Est réunis, sur cette photo, le 15 juillet 1988, à Varsovie, cinq ont été balayés, abandonnés par Moscou. Balayés aussi, sauf en Bulgarie et en Roumanie, les partis communistes locaux. Certes, l'encadrement marxiste n'a pas pour autant disparu et sans doute pèsera-t-il encore pendant des années sur la vie de ces pays. Le désengagement russe en Europe centrale n'en révèle pas moins une évolution qui devrait conduire l'URSS à perdre dans l'avenir son statut de super-puissance.



Dans sa poussée vers l'Ouest, l'empire continental russe avait réussi, à la faveur de la Seconde Guerre mondiale, et avec l'aide objective de Roosevelt, à pénétrer au cœur de l'Europe, imposant du même coup aux peuples européens de l'Est ainsi sacrifiés son modèle totalitaire. Aujourd'hui, l'effondrement du mythe communiste s'accompagne de la dislocation de l'empire lui-même par l'abandon de ses possessions sur le continent eurasiatique. Un repli territorial et militaire qui constitue en même temps un coup d'arrêt à l'expansionnisme slave (2 200 km gagnés entre 1667 et 1945). Ici : des troupes soviétiques stationnées en Tchécoslovaquie s'apprêtent à quitter le pays.

Bouleverser l'échiquier européen

Pour rendre crédible sa "maison commune", M. Gorbatchev a commencé par favoriser le nouveau cours en Pologne et en Hongrie. Son but : mettre en place des "passerelles" économiques entre l'Est et l'Ouest. L'évolution de ces deux pays vers l'économie de marché et la social-démocratie semblait intéressante à l'URSS. Pour des raisons historiques et ethniques, ils comptaient parmi les plus difficiles à contrôler. Il valait mieux faciliter leur évolution vers une sorte de finlandisation dans la mesure où, finalement, la Finlande capitaliste et neutralisée est économiquement plus utile à l'URSS que tous les pays satellites réunis.

La deuxième étape du plan consistait à remplacer les dirigeants brejnéviens des autres pays satellites par des gouvernements communistes "éclairés", à l'image de celui de M. Gorbatchev lui-même. Cette phase a bien réussi en Bulgarie et en Roumanie. En revanche, le chef du Kremlin n'avait certainement pas prévu l'ampleur que la libéralisation prendrait en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, deux pays qui ont suivi, sans que cela ait été véritablement prévu, l'évolution hongroise. Naturellement, le Kremlin, sauf à recourir aux méthodes dures et donc à ruiner toute sa politique actuelle, ne pouvait pas s'opposer à ce mouvement.

Pourtant, même si les Soviétiques ne sont plus tout à fait maîtres des événements à l'Est, ils savent très bien tirer profit des situations qui se présentent.

Dans les plans soviétiques, cette nouvelle Europe centrale en cours de création préfigure ce que devra devenir l'Europe de l'Ouest pour être facilement utilisable : un ensemble flou de pays, sans armes (puisqu'il n'y aurait plus de menaces) et sans volonté politique (puisque le maintien de la paix serait à ce prix), mais riches. Ils seraient d'autant plus dépendants de l'URSS que celle-ci justifierait un niveau de défense important par l'existence de menaces extérieures au continent européen (États-Unis, Chine, etc.).

La marge de manœuvre de M. Gorbatchev est étroite. Sur le plan intérieur, la dégradation de la situation économique et sociale ainsi que la montée de revendications nationalistes de plus en plus exacerbées peuvent rapidement représenter une menace vitale pour le pouvoir.

Seul un durcissement pourrait empêcher une dérive vers le chaos. En effet, si la situation interne continue à se dégrader sans que le pouvoir réagisse, il est clair que, dans un proche avenir, l'URSS aura cessé d'exister en tant que puissance et peut-être en tant qu'État.

Indiscutablement, M. Gorbatchev a ouvert une boîte de Pandore en décrétant la politique de glasnost. Pourtant, il est encore trop tôt pour proclamer la fin du communisme. Le système instauré par Lénine dispose encore de deux portes de sortie :

1. Le plan de "maison commune" réussit et l'Occident donne un nouveau souffle à l'économie soviétique. Dans une hypothèse favorable, une URSS démocratique pourrait alors rejoindre le concert des nations. Mais il est possible qu'un communisme rénové reprenne sa marche en avant hégémonique dans une Europe forcément neutralisée.

2. L'économie soviétique se révèle irréformable et ne peut continuer à fonctionner que tenue à bout de bras par les Occidentaux, comme c'est déjà le cas pour la presque totalité des pays du tiers monde. L'URSS se prépare à cette éventualité : l'idée de l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial où les pays riches seraient obligés de partager leurs richesses avec les défavorisés a été avancée lors de la rencontre entre M. Gorbatchev et M. Rajiv Gandhi en 1988, en Inde. Dans cette optique, l'URSS deviendrait le chef de file des pays "exploités" en croisade contre les pays "exploiteurs". Cette lutte des classes planétaire ne pourrait conduire qu'à un appauvrissement général et à la ruine des perspectives de progrès économique et social pour le genre humain. ■

1. En réalité, la vision selon laquelle les réformes gorbatchéviennes seraient délibérément sabotées par la bureaucratie qui lui serait hostile est fausse. Quelle qu'elle soit, une bureaucratie (par définition composée de fonctionnaires) est hostile à tout changement, même si elle est politiquement en accord avec le gouvernement qui veut imposer ce changement. L'exemple de la France depuis 1981 est à cet égard assez significatif.

2. Sting, *Russians love their children too*. Argument particulièrement absurde : les Huns d'Attila, les nazis de Hitler et les Khmers rouges de Pol Pot aimaient aussi leur progéniture.

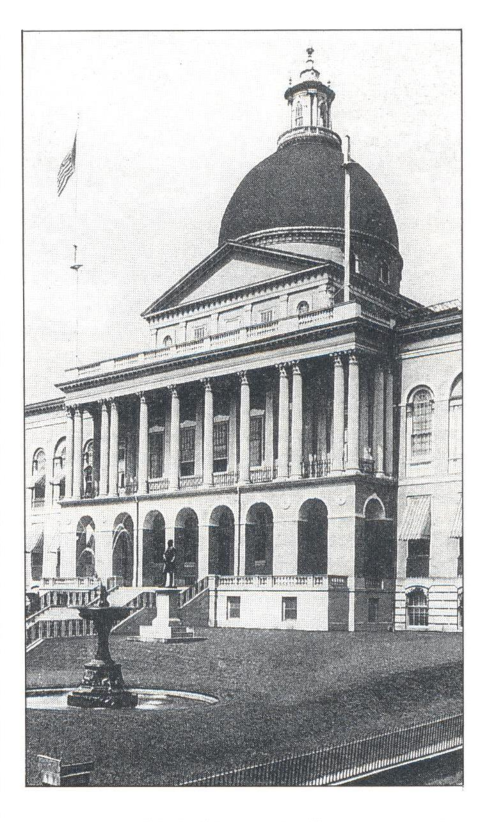
3. Grâce au grand déballage de la glasnost, des chiffres enfin crédibles ont fini par apparaître : l'URSS consacrait à l'armement 24 p. cent de l'équivalent soviétique du PNB.



L'effondrement de l'URSS se traduit aussi par un déclin du communisme à l'échelle mondiale. Tentatives d'ouverture à l'Ouest comme à Madagascar, en Algérie, au Vietnam et dans certains pays d'Afrique noire, retrait des troupes soviétiques comme en Afghanistan, renversement de régime comme au Nicaragua. Seuls quelques pays résistent encore, tel Cuba. Mais le communisme ne pourra plus représenter un espoir pour les peuples et ne sera plus un levier pour la diplomatie soviétique. Ici, sur cette photo : la victoire de Dona Violeta Chamorro sur Daniel Ortega, le 25 février 1990. Une victoire qui mettait fin au régime communiste sandiniste adulé par la gauche française.

Le déclin des États-Unis

par Pierre de Meuse



Boston : le State House du Massachusetts. C'est la ville des WASP, des blancs d'origine anglo-saxonne qui ont imposé leur marque à l'Amérique en gagnant l'indépendance contre leur mère patrie, l'Angleterre, et en lavant dans le sang les quelques valeurs qui les reliaient encore à l'Europe par la guerre de Sécession.
Longtemps majoritaires, ce sont eux qui ont maintenu jusqu'à nos jours la cohésion d'un ensemble qui contient dans les origines universalistes de sa fondation les causes de sa désagrégation. Un phénomène en cours puisqu'aux noirs déjà très nombreux, sont venus s'ajouter des Italiens, des juifs, des Porto-Ricains, des Cubains, des Asiatiques, des Haïtiens et des Mexicains, qui, loin de se fondre dans la société américaine, constituent des entités spécifiques avec leur langue, leurs coutumes, leurs mœurs. Une tribalisation que tous les sociologues reconnaissent.

Depuis de nombreuses années, l'Amérique est malade et doute d'elle-même. Psychologiquement, elle est sortie traumatisée et humiliée de sa défaite au Vietnam, la première de son histoire. Économiquement, la chute du dollar et le krach boursier d'octobre 1987 ont porté atteinte à la suprématie de sa monnaie et facilité le rachat de ses entreprises. Politiquement, elle semble tentée par le désengagement et le repli sur elle-même. Encore peu perceptible, une crise plus profonde la menace en raison des mutations internes qu'elle subit. Ses fondateurs, les blancs anglo-saxons, qui constituaient le ciment de la société américaine, sont en passe de devenir minoritaires en raison de l'arrivée constante de nouveaux immigrants et du taux élevé de fécondité de ces derniers. Si bien que l'Amérique ne sera plus, dans quelques années, qu'un assemblage disparate de peuples et de races de moins en moins solidaires et de plus en plus étrangers les uns aux autres. Une situation annonciatrice de tensions aiguës, menant aux limites de l'éclatement, mais dans la logique du mythe fondateur des États-Unis : le cosmopolitisme.

Chaque fois qu'un chef d'entreprise, un organisateur, se trouvait devant une décision à prendre, une décision impliquant la prise en compte d'une projection sur l'avenir, par exemple pour un investissement, la voix des conseillers autorisés (médias, économistes, analystes, bureaux d'études) lui soufflait le plus souvent d'anticiper sur l'événement en empruntant le chemin dans lequel les Américains avaient déjà marché. Innovation, création, expérience, tout semblait appartenir aux États-Unis. Comme si rien ne pouvait advenir sous nos cieux, ni produit ni idée, qui n'ait auparavant été conçu, vendu et consommé par le goût américain, lequel aurait dû ainsi façonner notre avenir sans que nous y ayons part.

Derrière cette attitude des hommes qui croyaient savoir, il y avait la conviction, partagée par la majorité des économistes, que l'Europe, comme le reste du monde, ne pouvait poursuivre son expansion économique qu'en collant le plus près possible au modèle américain de développement, à sa forme de société et, par conséquent, à ses valeurs.

Que la droite "classique", certains rares gaullistes exceptés, se soit laissée guider par ce point de vue n'a rien d'étonnant : en panne d'idées depuis cinquante ans, elle n'en connaît pas d'autres que celles que lui livre sa calculette. En revanche, il est remarquable qu'une certaine gauche se soit, dès les années soixante-dix, ralliée à une conception américaine de la vie, à l'époque où la voie lumineuse vers la société sans classes a commencé à se perdre dans le brouillard. Le premier à avoir montré à la gauche où se trouve la nouvelle étoile fut Jean-Marie Domenach qui écrivait dès 1970 : « *Les USA sont aujourd'hui le plus grand pays communiste du monde.* [1] » Il fut immédiatement suivi et dépassé, à tel point qu'aujourd'hui, la gauche "philosophique", de Bernard-Henri Lévy à Jack Lang, ne se laisse rebuter ni par Reagan ni par George Bush pour considérer que ses mythes les plus féconds ont été exaltés et conduits par l'Amérique vers une réalité omniprésente : le cosmopolitisme, la société sans politique, le bien-être planétaire [2].

Devant une pareille unanimité de la "droite", de la gauche et des spécialistes,

sommes-nous condamnés à nous faire taxer d'arriération mentale chaque fois que nous montrons quelque réticence à acclimater en France les éléments contestables de la culture américaine ? Ce n'est pas certain. Un vent nouveau s'est levé depuis quelques années, qui annonce des développements inattendus, tant dans l'avenir des États-Unis que dans l'attitude des peuples européens à l'égard des valeurs d'outre-Atlantique. Pour en prendre la mesure, il convient, comme toujours, de se référer aux origines, afin d'interpréter les événements du présent à la lumière de ce qui est permanent dans une nation et autour de quoi ses structures se développent, son mental collectif. Ainsi peut-on, à partir de là, inférer une ligne d'action, conformément à nos desseins.



Noirs américains : ils sont désormais plus de trente millions, soit 12,4 p. cent de la population. Un noir sur trois vivrait en dessous du seuil de pauvreté. Ils constituent la honte de l'Amérique par leur niveau de vie très inférieur à celui du reste de la population et son symbole : celui du *melting pot*. Un *melting pot* qui pourrait un jour engendrer une guerre ethique, comme le remarquait Jan Krauze dans *le Monde* (23/03/89) citant Marvin Dun, la concurrence toujours plus grande des immigrants hispaniques aggravant encore davantage les frustrations de la communauté noire.



Si les États-Unis demeurent, parmi les nations, le plus grand marché et le pays le plus riche, leur suprématie n'en commence pas moins à être remise en cause dans ce qui constituait leur domaine de prédilection : l'économie. La baisse du dollar et le krach d'octobre 1987 ont permis aux Européens comme aux Japonais l'achat de pans entiers de l'industrie et des services américains, réduisant l'écart entre les stocks d'investissement de 4,2 en 1977 à 1,1 en 1989. Dans le même temps, alors que les États-Unis étaient encore créditeurs de 106 milliards de dollars en 1980, ils étaient devenus débiteurs de 532 milliards en 1988 : un endettement de plus de 180 p. cent du produit national brut. Commentaire de Félix Rohatyn dans la *Tribune de l'Expansion* (22/02/88) : « *On mesure mal le degré de dépendance à l'égard du capital étranger auquel nous sommes arrivés.* » Ici : la Bourse de Tokyo au Japon.

Le rêve américain ou la rupture avec l'histoire

Dès la formulation du texte de 1776, la Déclaration des droits, les pères fondateurs définissaient l'Union comme un projet de cité totalement nouveau. C'est ainsi que Thomas Jefferson, le plus visionnaire d'entre eux, disait : « *Les États-Unis sont une nation universelle qui poursuit des idéaux universellement valables* [3]. »

Ainsi l'utopie était, dès l'origine, à la clef de la conception américaine de la société : instituer un ordre humain dans lequel l'injustice, l'arbitraire, les privilèges issus du passé seraient définitivement abolis, créer une nouvelle règle de vie entre les hommes, aux termes de laquelle la vertu bannirait les violences nées des passions et des ambitions des groupes humains, orgueilleux et jaloux, mettre fin à l'Histoire, abattre, enfin, les trônes, les traditions et... les solidarités, instaurer le bonheur par l'autonomie de l'individu et le culte de la richesse. La vision américaine du monde constituait donc une rupture avec l'Europe. Les États-Unis s'organiseront comme une revanche, une leçon donnée à l'Europe par des hommes qui la rejetaient, car sur son territoire ils s'étaient sentis persécutés ou déshérités.

Sans doute peut-on objecter que ces principes ne sont pas propres à l'Amérique et que d'autres pays, au premier rang desquels la France, ont développé une conception sociale qui justifiait leurs entreprises par une "utilité" universelle, mais ni la France, ni l'Espagne, ni les Pays-Bas, ni le Portugal ne se sont fondés sur une telle idée au moment de leur naissance, de sorte qu'une dissociation est toujours possible au sein de l'esprit public. Alors que, comme le disait Thomas Molnar, la possession de la citoyenneté américaine est incompatible avec le refus des principes contenus dans la constitution des États-Unis.

Autour des principes fondateurs, mais très postérieurement à leur naissance, se sont greffés des mythes. Celui du pionnier, du cow-boy, du *rail-way* et bien d'autres encore. Mais tous ces mythes se rattachent à la conquête, et à son corollaire : la disparition de vingt-cinq millions d'Indiens éliminés culturellement et physiquement, dans un scénario plus proche d'une invasion tribale que d'une expansion coloniale. Aussi voit-on aujourd'hui un sentiment de culpabilité se substituer progressivement aux mythes glorieux de l'épopée.

Comme aucun rêve ne peut avoir d'issue sans véhicule matériel, la nation américaine s'est bâtie sur trois éléments bien concrets :

- l'ethnie anglo-saxonne, grossie d'éléments en majorité nordiques ;
- un certain protestantisme moralisateur et égalitariste ;
- la langue anglaise, élément essentiel de fusion des diverses incorporations successives. Avec sa grammaire simplifiée, ses radicaux mixtes, elle a été le facteur principal d'intégration du pays.

Le déploiement du rêve

D'abord timidement, puis de manière agressive avec la politique du *big stick*, les États-Unis ont affirmé leur puissance, jusqu'à la conquête de la lune qui aura probablement été le moment de leur apogée. Certains esprits, et non des moindres, ont cru, et croient peut-être encore, que les États-Unis n'étaient autre que la "nouvelle Rome", celle-là même que leur nostalgie impériale attend désespérément. Hélas, ce pays n'avait pas dans son héritage spirituel le bagage nécessaire pour fonder un empire. L'*Imperium* implique en effet de s'adresser à chaque peuple qui en est membre comme à un tout collectif, en le respectant. C'est une démarche incompatible avec les principes cités plus haut.

Dans le même temps, les États-Unis ont monté une formidable machine à produire des images qui a pour nom Hollywood et ils l'utilisent dans le monde grâce à la loi du moindre coût. Ayant à leur disposition des moyens très supérieurs à ceux des réalisateurs francophones, hispanophones ou germanophones, ils peuvent vendre leurs films et leurs émissions à des prix qui leur assurent la domination du marché. Ainsi le but atteint est triple : il permet d'encaisser les bénéfices, il concourt à propager la vision américaine du

monde, en évinçant les cultures locales, et il favorise des comportements en accord avec l'*american way of life*, ce qui encourage l'achat des produits américains. Bien entendu, toute velléité de défense culturelle des pays consommateurs éventuels est immédiatement taxée de protectionnisme autoritaire. Ainsi, lors de l'adoption de la récente directive européenne "Télévision sans frontières", M. Jack Valenti, président de la Motion Picture American Association, a-t-il manifesté sa « *colère peinée* » « *car un gouvernement n'a pas le droit de filtrer ce que veulent voir les téléspectateurs* [4] ».

C'est en vertu de cette règle que les Européens voient leurs programmes submergés par des émissions de moindre qualité.

Le début du déclin

Tout commence avec le *melting pot*. Nous avons vu que la mayonnaise américaine a eu pour support la tribu anglo-saxonne, unie par la morale puritaine et ses dérivés et tournée vers l'abondance économique. Puis vinrent les autres peuples d'Europe. Et tout fonctionna de manière satisfaisante pendant plus d'un siècle. Par bateaux entiers, le trop-plein de rêve de l'Europe s'est déversé sur ce pays auquel il permit un développement extrêmement rapide et justifiant le mot du vieux Jean Bodin : « *Il n'y a de richesse que d'hommes.* » Cependant, depuis vingt ans, et malgré une volonté affirmée de sélection des nouveaux arrivants, la machine s'est détraquée. Les États-Unis sont de moins en moins un pays anglo-saxon, ou nordique, ou même européen d'origine. Dans un article récent, un collectif de journalistes rappelait qu'un Américain sur quatre se définit comme hispanique ou non blanc et que, si l'accroissement de population est de 2 p. cent chez les blancs, il est de 22 p. cent chez les asiatiques, de 21 p. cent chez les hispaniques et de 12 p. cent chez les noirs [5]. Cela en raison de la forte natalité, mais aussi, et en proportions égales, d'une immigration que des frontières immenses et ouvertes rendent incontrôlable. Au train où vont les choses, au milieu du siècle prochain, les blancs seront une minorité aux États-Unis, vestiges de ce qui aura été une nation, éphémère au regard de l'histoire.

Comment les émules de Jefferson pourraient-ils se plaindre de cette situation puisqu'il ne s'agit là que de l'application de leurs idées, même si ces principes ont fini par ronger l'être vivant qui les avait conçus ? Une nouvelle image nationale de l'Amérique est nécessaire mais son élaboration se révèle de plus en plus difficile. En effet, le présupposé du *melting pot* est le mélange ou, tout au moins, la juxtaposition des races. Société multiraciale, soit, mais dont le fonctionnement



Marion Barry, maire de Washington, convaincu d'usage de cocaïne, lors de son arrestation, le 19 janvier 1990. Élu en 1978, il avait mis en place une très lourde bureaucratie et sa gestion avait entraîné un déficit cumulé de 200 millions de dollars. Aux États-Unis, les noirs gèrent 310 municipalités, la plupart en voie de tiers-mondisation et parmi les plus importantes : New York, Los Angeles, Philadelphie, Detroit, Baltimore, Seattle, sans compter Washington. C'est un noir, Douglas Wilder, qui a été élu gouverneur de Virginie, l'État de Thomas Jefferson, auteur de la Déclaration d'indépendance, et du général en chef des armées sudistes, Robert E. Lee. Le pouvoir noir n'est plus un mythe, il est devenu une réalité politique.

Un système qui s'enraye

L'habitude était de considérer le système américain comme infaillible : scientifiquement, techniquement, économiquement et militairement. En raison du savoir-faire d'une société avant tout centrée sur l'efficacité matérielle. Et il est vrai que, de la maîtrise de l'atome à la conquête de la lune, les États-Unis avaient réussi un "sans faute", laissant loin derrière eux leurs concurrents.

Pourtant, depuis une dizaine d'années, des ratés ne cessent de se produire. Est-ce le fait du hasard ou les premiers symptômes du grippage d'un système qui, pour fonctionner normalement, n'en a pas moins besoin de s'appuyer sur des valeurs traditionnelles, aujourd'hui remises en cause par le développement de l'hédonisme, de la permissivité et du cosmopolitisme ?

Toujours est-il que les exemples de négligence, voire d'incompétence, se multiplient. Ainsi, dans le domaine militaire, on se souvient du fiasco retentissant par lequel s'est soldé le raid en direction de l'Iran organisé par le président Carter en avril 1980, opération désastreuse qui coûta la vie à de nombreux soldats américains et ridiculisa l'Amérique. Même constat lorsqu'un croiseur abattit par erreur dans le golfe Persique un long courrier civil. Et, aujourd'hui, ce sont des porte-avions qui prennent feu...

Mais c'est dans le domaine spatial que rien ne va plus. On aurait pu croire qu'après l'explosion en vol de Challenger en janvier 1986, tout rentrerait dans l'ordre. Or, depuis cette date, de nouveaux "loupés" particulièrement graves se sont ajoutés à la liste. Il y eut d'abord le télescope spatial Hubble dont le miroir s'est révélé mal taillé. Puis la flotte de navette dont on apprit qu'elle était à nouveau clouée au sol à cause d'une fuite d'hydrogène provoquée par la mauvaise conception d'une valve. Résultat : des retards importants. Mais surtout l'image d'un certain laisser-aller qui pourrait jeter le doute sur les capacités réelles de la société américaine et sur la légitimité de sa prétention à servir de modèle aux pays européens.



L'expédition américaine en Iran tourne au drame.

implique l'adoption par les nouveaux arrivants de la langue, de la culture et des mythes fondateurs du pays qui l'ont reçu. Or, aujourd'hui, on assiste au contraire à l'édification de contre-cultures, au premier rang desquelles l'hispanique. Les nouvelles générations d'immigrants, porto-ricains, *chicanos* ou nicaraguayens, s'accrochent à leur qualité de *latinos*, plus porteuse de solidarité, d'identité et de dignité que celle qu'ils trouvent sur place.

D'autre part, ces communautés étrangères, noires, moyen-orientales, asiatiques, latines, ont tendance à réclamer des avantages pour elles-mêmes à l'État et aux pouvoirs publics. C'est le système des quotas obligatoires qui, de la NASA aux tribunaux fédéraux, imposent un nombre minimum de postes aux minorités (pas de maximum !). Dans le même temps, elles se font entre elles une sauvage concurrence en appliquant le principe : chaque ethnie pour elle-même, mais tous contre le Caucasien [6]. L'histoire nationale, celle des *pilgrims*, de la conquête de l'Ouest et du fort Alamo, n'a plus aucun sens pour des populations qui ne se sentent rien de commun avec ces mythes, non seulement parce qu'aucun de leurs ancêtres n'a participé à ces mémorables événements, mais parce qu'ils sont la saga d'une ethnie, dominante sur le plan économique, mais déculturée et vieillie, à laquelle il ne fait plus bon ressembler.



Aujourd'hui, les États-Unis ont à faire face à une troisième grande vague migratoire, après celle des blancs d'Europe et des noirs des Antilles : celle des hispaniques originaires des pays d'Amérique du Sud, et principalement du Mexique. En 1989, cent mille Centraméricains, essentiellement nicaraguayens, étaient attendus, contre cinquante mille en 1988. Dans les grandes villes du Sud, les immigrants d'origine sud-américaine sont devenus majoritaires. Miami compte 46 p. cent d'hispaniques, qui tiennent la mairie, la police et les leviers économiques, 34 p. cent de blancs et 20 p. cent de noirs. A Los Angeles, où l'on dénombre quarante nationalités parlant quatre-vingt langues différentes, la langue de plus en plus parlée est désormais l'espagnol. A terme, en effet, c'est aussi l'unité linguistique qui est menacée.

Il y a donc une faillite des valeurs américaines traditionnelles, remplacées progressivement par celles des peuples extra-européens. « *Autrefois*, déclare Molefi Asante, professeur d'études afro-américaines à l'université de Philadelphie, *l'Amérique était un microcosme des nationalités européennes ; aujourd'hui, elle est un microcosme du monde.* » Le démographe Ben Wattenberg conclut, optimiste : « *Il y a de fortes chances que le mythe américain soit en train, dans les années quatre-vingt-dix, de franchir un nouveau pas dans la poursuite de l'idée que les USA sont la nation universelle* [7]. »

Cette nouvelle étape dans l'histoire des États-Unis a-t-elle une chance de se réaliser ? Les grandes villes américaines, dans lesquelles ce projet a déjà pris de l'avance, offrent un tel spectacle de balkanisation ethnique, sur fond de délinquance, de drogue et de désespoir, que l'on se demande combien de temps le mécanisme de l'*american way of life*, avec sa panoplie de hochets matériels et ses superstitions, pourra encore fonctionner. En réalité, la criminalité, l'absence de solidarité spontanée, commencent à coûter très cher à l'économie américaine, non seulement en dépenses sociales, de santé ou de réhabilitation, mais aussi en perte de créativité et en déficit d'investissement humain provoqués par les maladies sociales.

Or, dans une société éclatée en ethnies différentes, il y a interaction entre le déclin économique et les tensions interethniques. Comme l'explique le professeur Takaki, professeur d'études ethniques à l'université de Berkeley, « *les antagonismes raciaux apparaissent quand l'économie est à la baisse* [8] ». Peut-être la société multiraciale n'est-elle viable que lorsque tout va bien. Or les États-Unis souffrent depuis 1986 d'un grippage de leur industrie dont les produits sont de moins en moins compétitifs. En témoigne, entre autres symptômes, le fait que les entreprises américaines sont de plus en plus à vendre à l'étranger : 300 milliards de dollars d'investissements étrangers en 1989, dont 15 pour la France.

Il y a quatre ans, le premier ministre japonais avait déclaré devant un parterre d'hommes d'affaires de son pays que le Japon gagnerait la guerre économique contre les États-Unis car, expliquait-il avec fierté, « *un État multiracial n'est pas de taille à lutter contre un État monoracial* ». Ces propos firent l'objet d'excuses, mais ne furent jamais démentis. Il est vrai qu'à défaut d'avoir pu concéder à chaque race un espace, une culture propre, le rassemblement de races différentes sur un même marché produit une société de plus en plus fragile et ingouvernable.

Devant la perspective d'un déclin qui s'amorce dans l'Amérique blanche, il n'est question ni de se réjouir ni de se lamenter, mais seulement de retrouver pour l'Europe les voies de la puissance, puisque l'avenir n'appartient à personne et que l'histoire est un fleuve sans source ni embouchure. ■



Vétérans de la guerre du Vietnam. Une guerre longue et dure qui se solda par la première grande défaite militaire des États-Unis et qui a traumatisé l'Amérique pour longtemps. Aujourd'hui, la suprématie politique de cette dernière à l'égard de ses alliés est de plus en plus contestée. En Europe. Mais aussi au Japon qui couvre à lui seul la dette des États-Unis et qui dispose du troisième budget militaire du monde. Commentaire de MM. Akio Morita, patron de Sony, et Shintaro Ishihara, écrivain et député : « *Le temps est venu de le dire : nous n'avons plus besoin de la protection américaine. Le Japon se protégera lui-même grâce à sa propre puissance et à sa sagesse.* »

1. *Esprit*, octobre 1970.
2. Voir aussi E. Marienstrass, *les Mythes fondateurs de la nation américaine*, éd. Maspéro, 1976.
3. Cité par Jacqueline Grapin, "La dérive à l'Ouest", *Cadmor*, n° 37, mai 1987.
4. *Le Monde*, 9/11/89.
5. *Time Magazine*, 9/4/90, pp. 34 sqq.
6. Dans le vocabulaire américain, "caucasien" signifie "de race blanche".
7. Cité par *Time Magazine*, *op. cit.*
8. *Arab News*, 23/06/90.

Le retour de l'Europe

par Didier Lefranc

La tétanisation dont l'établissement semble frappé face aux bouleversements politiques, diplomatiques et stratégiques qui affectent notre continent fait peine à voir.

Quotidiennement, l'établissement étale son incapacité ridicule à penser l'avenir de l'Europe. Notre avenir.

L'ébranlement de l'Europe de l'Est signifie d'abord qu'un « *messianisme terrestre s'est effondré* », comme le soulignait avec justesse le pape Jean-Paul II [1].

M. Mitterrand, lui, distingue seulement que « *le libéralisme est à bout de souffle* [2] » et estime que, si les peuples européens rejettent le communisme, il faut les mettre en garde contre les excès du « *libéralisme sauvage* [3] » ou contre ceux du... nationalisme.

L'établissement confesse son désarroi, et finalement son impuissance.

A l'ombre des barbelés

L'établissement vivait en effet confortablement à l'ombre des barbelés, à l'Est comme à l'Ouest. La division de l'Europe héritée de 1945 lui conférait sa légitimité politique : issue de la victoire du communisme à l'Est, de la Résistance et de la libération à l'Ouest.

Les peuples européens, subjugués par la police à l'Est et par le bien-être matériel à l'Ouest, paraissaient se dissoudre dans l'histoire. L'établissement glosait sur la fin des idéologies ou sur le "péril suisse". Mais voilà que cette belle ordonnance vole en éclats car les peuples se réveillent.

Épuisée par les deux grandes guerres civiles que furent les guerres de 14-18 et de 39-45, dépecée à la fin du dernier conflit par l'Amérique et l'URSS, réputée coupable et condamnée au tribunal de la morale internationale à expier ses fautes (le sentiment national et le colonialisme), gouvernée par une classe politique complaisamment inféodée aux deux super-grands, l'Europe soumise et vaincue était sortie de l'histoire et, à la suite de cet effacement, l'histoire elle-même semblait s'être arrêtée, à la plus grande satisfaction de ceux qui pensaient voir enfin venu le temps de la fin des conflits et des peuples par l'homogénéisation du monde et le règne de l'idéologie cosmopolite des droits de l'homme. L'ébranlement du bloc communiste met un terme à ces rêves et à la sujétion de l'Europe. Aujourd'hui, c'est au réveil des peuples européens que l'on assiste ainsi qu'au rétablissement de l'unité géopolitique de leur continent. En passe de se libérer de ses chaînes morales et politiques, l'Europe se voit du même coup à nouveau projetée dans l'histoire avec les aléas qui en découlent, notamment l'apparition de nouvelles lignes de fracture nord-sud.

Dans un premier temps, les puissances établies devaient se réjouir de la perestroïka qui dotait enfin d'un visage humain le communisme. La perestroïka redonnait corps à la vieille utopie de la convergence inéluctable entre un communisme tenté par l'économie de marché, la social-démocratie et le libéralisme social.

Le monde paraissait enfin s'acheminer d'une façon décisive vers son homogénéisation. Francis Fukuyama croyait assister à l'accomplissement des prédictions de Hegel : « *Il se peut bien que ce à quoi nous assistons, ce ne soit pas seulement la fin de la guerre froide ou d'une phase particulière de l'après-guerre, mais la fin de l'histoire en tant que telle, le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain*[4]. »

Le monde s'enfonçait enfin dans un "bonheur insoutenable", pour reprendre le titre du roman d'anticipation d'Ira Levin[5].

L'enthousiasme devait culminer avec l'ouverture du mur de Berlin en novembre 1989 et le show médiatique qui s'ensuivit.

Le réveil des peuples européens

Il fallut bien vite déchanter. Car ce n'est pas à l'homogénéisation du monde que la perestroïka a ouvert la voie mais au réveil de l'identité européenne.

Berlin 1989 n'est pas un Budapest qui a réussi. Tout au long de son histoire mouvementée, le communisme a traversé des crises autrement graves car les peuples ont lutté pour leurs libertés avant de se soumettre à sa loi. Les ébranlements actuels semblent d'une autre nature.

Selon l'établissement, qui voudrait nous le faire croire, les Allemands, les Roumains, les Polonais ou les Lituaniens se révolteraient pour les droits de l'homme. Alors que justement la lutte contre l'établissement communiste se mène désormais autant, sinon plus, au nom des libertés nationales et de l'identité des peuples qu'en celui du respect des droits des individus.

La seule vraie convergence perceptible entre l'Est et l'Ouest résulte précisément de la montée en puissance de l'idée nationale et de la revendication identitaire. Voilà bien ce qui inquiète l'établissement occidental. De chaque côté du rideau de fer, les réactions des hommes en place vont significativement dans le même sens : ici et là-bas on traque les prétendues résurgences du "fascisme" et du "racisme". Les médias s'étendent avec complaisance sur les excentricités des *skin heads* et autres *hooligans*, comme pour mieux déconsidérer la revendication identitaire de tout un peuple et pour tenter de recréer artificiellement le climat psychologique de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Si la mécanique paraît bien rodée, son efficacité, en revanche, est de plus en plus douteuse.

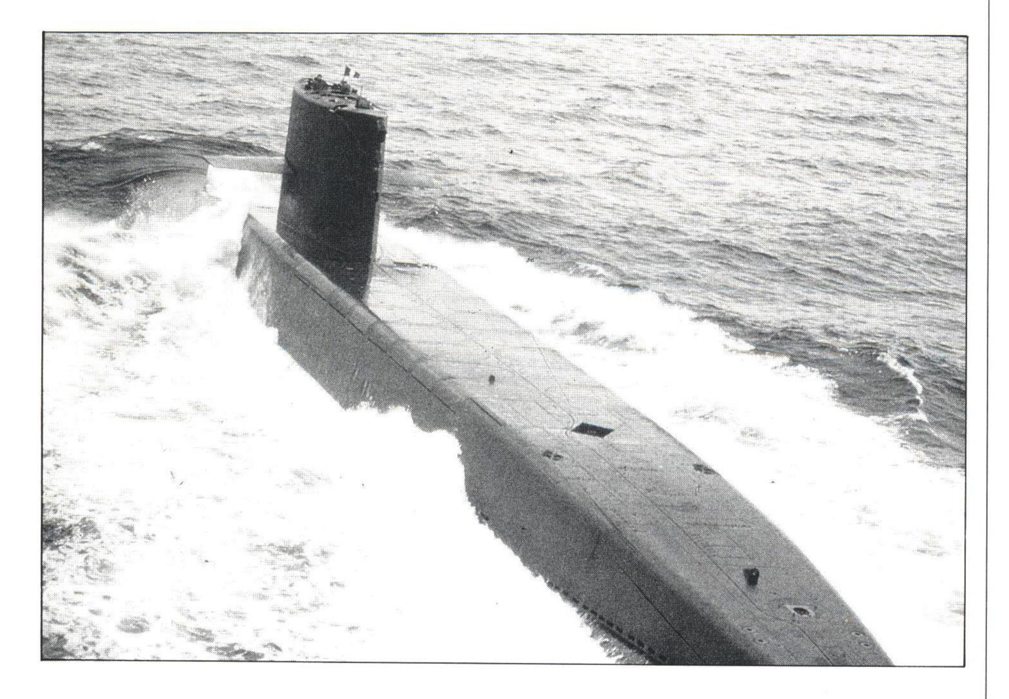
Le mouvement qui pousse de nouveau des Européens à affirmer leur identité montre en effet que la dynamique qui a joué hier contre l'Europe peut s'exercer aujourd'hui en sa faveur et en son sein.

L'Europe redécouvre à son tour qu'il est naturel d'affirmer sa préférence pour son identité nationale et que cette affirmation constitue un levier puissant contre les forces établies, coloniales en particulier.

La nation redevient une idée neuve au sein d'une Europe qui se rend compte qu'elle est soumise à un statut colonial. Cette prise de conscience paraît d'autant plus aiguë de l'autre côté de ce qui fut le rideau de fer que l'oppression idéologique, politique et militaire y a été le plus forte et, hier encore, le plus brutale.

Plus diffuse, la présence américaine semble mieux tolérée à l'Ouest que le communisme à l'Est et l'abondance liée à l'*american way of life* fait encore rêver la moitié de l'Europe. Pourtant, les réactions contre la prédominance culturelle américaine, en particulier dans les médias, se font de plus en plus vives, malgré l'occultation dont elles sont l'objet, et témoignent d'une évolution significative des mentalités sur ce plan.

A force d'avoir idéalisé le nationalisme des Algériens, des Vietnamiens ou des Chinois, l'établissement se trouve pris à son propre piège et reste désarmé devant la revendication nationale et identitaire des peuples européens. Les arguties de ceux qui distinguent un « *nationalisme libérateur et émancipateur* [*d'un*] *nationalisme autoritaire et xénophobe qui resurgit dans nos vieux pays*[6] » ne trompent personne et ne parviennent pas à enrayer le mouvement des peuples. Au nom de quoi en effet refuser à l'Europe ce qu'elle a apporté au reste du monde ?



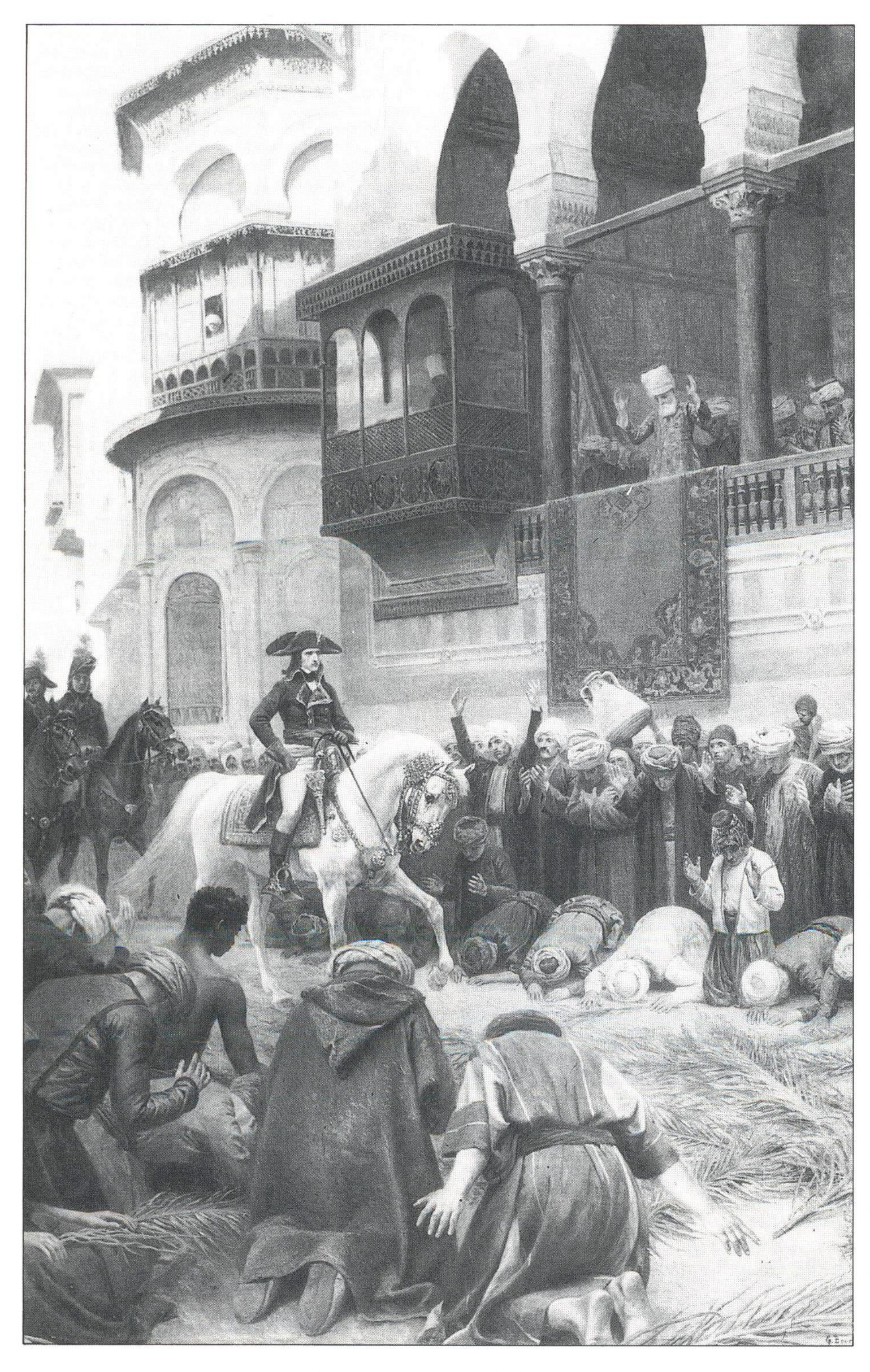
Un des sous-marins nucléaires porteurs d'engins balistiques sol/sol, l'une des composantes de la force de dissuasion française. A la différence des armées anglaises, cette force est indépendante des États-Unis. Voulue par le général De Gaulle, elle a placé la France, et du même coup l'Europe, dans le cercle fermé des puissances atomiques. Et elle constitue le garant de leur indépendance militaire. « *Le refus de la possession de l'espace et le refus d'être fort, c'est aussi le refus de la liberté* » déclare Jordis von Lohausen. En se plaçant sous la protection des États-Unis, bon prétexte pour ne pas assurer par elle-même sa défense, l'Europe, bien que constituant un géant économique, culturel et démographique, était restée un nain politique. Les bouleversements à l'échelle mondiale, le repli des Américains, la montée des périls venant du Sud, la puissance restée intacte de l'armée soviétique imposent le maintien, sinon le renforcement, des armées européennes.

La fin de la culpabilisation

Les peuples européens viennent de reprendre conscience d'une façon décisive de leur unité. Conscience non pas d'une uniformité technocratique et marchande qui laisse les peuples indifférents, mais de l'existence de leur unité territoriale et de leur identité culturelle et spirituelle, les seules qui comptent vraiment.

Les médias ont à cet égard joué un grand rôle, involontairement sans doute. Les Occidentaux ont en effet découvert avec stupeur sur leurs écrans de télévision que ces Allemands de l'Est, ces Lituaniens, ces Lettons, ces Hongrois ou ces Roumains, qui défilaient en brandissant leurs drapeaux et en chantant leurs hymnes nationaux, non seulement leur ressemblaient mais aussi affirmaient ouvertement leur fierté nationale et leur patriotisme. Et cela, non pas de l'autre côté de la terre ou de l'Atlantique, mais "à une étape du Tour de France".

Les Occidentaux se sont alors aperçus que le patriotisme ne constituait pas une idéologie liberticide comme le donne quotidiennement à croire l'établissement, mais qu'au contraire il scellait l'unité d'un peuple dressé contre ses oppresseurs. Le choc psychologique qui en résulte marque la déroute de l'idéologie de la culpabilisation de l'Europe.



Bonaparte en Égypte. De l'Antiquité jusqu'en 1945, l'Europe fut constamment présente de par le monde. Des invasions des peuples de langue indo-européenne au IIIe millénaire avant J.-C. aux conquêtes coloniales des XVIe, XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles, en passant par les croisades contre l'Islam, l'Europe, réservoir de savoir, de puissance et de civilisation, n'a pas cessé de faire l'histoire. « *C'était une accumulation d'États qui se livraient la guerre, mais possédaient en commun l'hégémonie mondiale* [...]. *Si les chemins de chacune de ces puissances se séparaient, leurs divergences étaient compensées par leurs succès. Chaque pays d'Europe profitait de la puissance et des richesses de ses voisins* » écrit Jordis von Lohausen. Aujourd'hui, les pays européens, du fait de la dislocation de l'ordre de Yalta, peuvent retrouver la suprématie qu'ils avaient perdue en 1945.

L'ébranlement de l'empire soviétique et le repli américain qui se dessine s'inscrivent en effet dans un contexte psychologique plus large qui voit la fin de la culpabilisation de l'esprit européen.

Dans le domaine spirituel aussi, l'Europe retrouve progressivement les voies de son indépendance. L'expansion du modèle bureaucratique et marchand, qui ne distinguait dans la politique ou dans l'histoire qu'un élément perturbateur, atteint ses limites. La guerre économique qui fait rage a en effet réintroduit la logique de la puissance dans les relations marchandes, obligeant ainsi l'Europe à se repenser comme un espace économique unifié et menacé.

L'effondrement du marxisme ouvre un autre champ au renouveau spirituel de l'Europe. Le communisme a pu en effet pendant longtemps dissimuler ses crimes et son impérialisme derrière l'invocation sacramentelle des crimes réputés supérieurs du fascisme et du national-socialisme. Mais le subterfuge a fait long feu : la révélation de l'existence des goulags a montré que ceux-là ne pouvaient servir d'alibi à ceux, antérieurs, du communisme.

Quand l'Allemagne de l'Est admet que les communistes ont continué de faire fonctionner après 1945 les camps de déportation situés sur son territoire, ou lorsque Radio-Moscou reconnaît la responsabilité soviétique dans le massacre d'officiers polonais à Katyn en 1940 [7], le regard que les Européens portent sur leur passé s'en trouve, malgré le terrorisme intellectuel auquel ils sont soumis, porfondément modifié. L'Europe se remet à douter de la façon dont on lui a présenté l'histoire, son histoire.

La faillite caractéristique du tiers monde, chaque jour plus manifeste, vient couronner cette évolution. Réputée coupable au tribunal des nations, l'Europe se trouvait sommée d'accueillir toute la misère du monde. Et, aujourd'hui, les Européens assistent à l'effondrement dramatique du monde décolonisé dont les désordres sont autrement plus lourds de conséquences que tous les méfaits de la colonisation.

En d'autres termes, l'Europe est conduite, du fait de ces mutations, à repenser positivement son passé, sa mémoire, c'est-à-dire son identité propre.

Ce mouvement marque la fin du cycle qui s'est ouvert au début du siècle pour notre continent.

Le retour à la continuité territoriale

Le mur de Berlin s'ouvre symboliquement en novembre 1989, soixante-dix ans après la signature du traité de Versailles. Comme si le destin de l'Europe devait se jouer entre ces deux dates, et singulièrement le destin de la nation située en son centre géopolitique, l'Allemagne.

La perspective de la réunification allemande clôt en effet une parenthèse de près de soixante-dix ans, ouverte avec la fin de la guerre de 1914-1918. Comme le relève l'historien israélien Élie Ben Gal, on assiste effectivement à la « *remise en cause de la victoire de 1945* [8] ». Car le destin de l'Allemagne résume celui de l'Europe tout entière.

Comme le fait remarquer Jordis von Lohausen, « *la domination de la France peut encore être contenue sous Louis XIV mais éclate à l'époque napoléonienne. Celle de l'Allemagne fut étouffée une première fois en*



Ouverture, le 9 novembre 1989, du "mur de la honte", édifié vingt-cinq ans plus tôt, le 13 avril 1961 : un événement historique puisqu'il fut imposé aux dirigeants communistes allemands par la volonté du peuple lui-même. Ici, comme dans le reste de l'Europe de l'Est, la remise en cause du socialisme s'est faite au nom des valeurs nationales. Quelques jours auparavant, le 5 novembre, à Berlin-Est, un million d'Allemands s'étaient massés pour dire non au communisme et réclamer la réunification des deux Allemagne. « *Le peuple ne veut plus des maîtres, il veut le pouvoir* » proclamaient de nombreuses banderoles. A Leipzig, la mobilisation des Allemands avait duré plusieurs semaines. Cette revanche des peuples annonce le retour de l'Europe.

1919, puis de 1938 à 1941. Son récent effondrement provoqua celui de l'Europe. L'Allemagne était la dernière puissance indépendante de notre continent ; sa chute entraîna l'écroulement des barrages du centre de l'Eurasie[9] ».

Comme beaucoup de nations européennes, l'Allemagne a eu besoin de temps pour assurer son unité avant d'affirmer sa puissance, laquelle se tint à son apogée jusqu'au début des années quarante.

L'écrasement militaire et moral des fascismes a pu donner à penser qu'il était possible de dissocier l'effondrement de l'Allemagne et sa partition du devenir de notre continent. Mais le destin mouvementé de l'Europe a montré que ses multiples composantes se trouvaient indissolublement liées les unes aux autres, pour le meilleur comme pour le pire.

Car ce qui affecte une nation finit par affecter toutes les autres. La partition de l'Allemagne ne devait pas concerner les seuls Allemands : les autres peuples en ont ressenti les effets. Elle a ouvert la voie à la constitution des blocs et à l'encasernement de chaque moitié du continent européen au sein de chacun des deux empires vainqueurs en 1945 : la puissance océanique américaine et l'empire continental soviétique.

C'est pourquoi, a contrario, la perspective de la réunification de l'Allemagne marque aujourd'hui non seulement le retour à l'unité allemande, mais surtout scelle le retour à l'unité continentale, et finalement à la puissance euroépenne, car la seconde découle de la première.

Voilà bien ce qui inquiète tous ceux pour qui le monde s'est figé en 1945. « *Aucun peuple, quel qu'il soit, et en particulier le peuple allemand, ne doit avoir le pouvoir de changer l'équilibre fragile qui nous a permis de vivre sans guerre depuis 1945* », clame non sans arrière-pensée le Parti communiste[10]. Mais, précisément, les peuples européens ne veulent plus de ce prétendu "équilibre fragile" qui faisait reposer la paix sur la servitude, du moins à l'Est.

M. Mitterrand peut bien affirmer que « *la volonté du peuple ne peut se passer de l'accord des États, des États allemands comme des États garants du statut allemand*[11] » pour justifier frileusement le respect du statu quo colonial de l'Europe, rien ne semble devoir arrêter la dynamique de la réunification européenne, comme l'illustrent les résultats des élections est-allemandes de mars 1990.

Mourir à Berlin

« *Ce qui prend fin en Europe, c'est l'anti-histoire* » souligne avec à propos Régis Debray[12].

Que les peuples européens reprennent conscience de leur identité commune et que la réunification continentale, antichambre de la puissance européenne, paraisse à notre portée implique et signifie que l'Europe réintègre l'histoire et ses aléas.

L'Europe vivait effectivement en paix, mais dans la soumission, comme après le Congrès de Vienne : une *pax sovietica* ou une *pax americana*. Son retour à l'indépendance et à l'unité suppose nécessairement qu'elle assume les risques de sa liberté : l'un n'ira pas sans l'autre.

Nietzsche avait prophétisé que l'Europe se ferait « *au bord du gouffre* », c'est-à-dire à l'heure des plus grands périls et non dans la morne quiétude des empires à l'agonie.

L'incapacité des Européens de Bruxelles à engager une véritable dynamique de l'unité européenne dépassant les intérêts marchands n'est-elle d'ailleurs pas une première illustration de la véracité de cette analyse ?

La perspective d'une unité européenne retrouvée découle précisément de l'ébranlement du bloc soviétique et du lent mais inéluctable désengagement stratégique américain en Europe. En d'autres termes, le retrait relatif des empires laisse un vide stratégique au centre de l'Europe et pose la problématique de l'unité de notre continent d'une façon radicalement nouvelle, du moins à l'échelle de ce siècle.

L'unité de l'Europe doit désormais se concevoir comme le moyen de s'affranchir de la tutelle des empires ; elle s'inscrit contre les blocs.

Elle suppose en outre maintenant l'égalité entre elles des différentes nations, alors que, jusqu'à présent, à l'Est comme à l'Ouest, l'unité ne se concevait qu'entre des nations de statut inégal.

L'Europe n'a connu jusqu'aujourd'hui que l'unité dans la sujétion et la partition. L'unité politique ou économique de l'Europe de l'Ouest paraissait d'autant plus aisée que la RFA restait un nain politique soumis à un statut dérogatoire et que la France se plaçait, sous l'impulsion du général De Gaulle, en position dominante. Manifestement, il n'en sera désormais plus de même.

Du côté des alliances militaires européennes, et principalement de l'OTAN, minées par les perspectives du désengagement stratégique, on peut s'attendre également à des changements. L'Alliance atlantique peut-elle subsister en l'état, alors que son principal pilier semble de plus en plus sur la réserve, comme le montre la récente décision unilatérale du gouvernement américain de ne pas moderniser ses fusées nucléaires à courte portée, décision simplement "communiquée" à l'Alliance[13] ?

Cette situation nouvelle place les prétendus "Européens" au pied du mur, car l'Europe de Bruxelles est morte à Berlin.

Nouvelles menaces, nouveaux défis

L'ébranlement du bloc communiste et l'émergence d'une nouvelle puissance au centre de l'Europe rouvrent certes les voies au devenir européen mais nous rejettent aussi dans l'histoire et ses aléas. Même oppressif, un ordre reste un ordre et, par conséquent, offre une certaine sécurité à ceux qui s'y soumettent. L'émergence d'un nouvel ordre européen, par nature, aura à court terme des effets déstabilisateurs.

Comme l'écrit Régis Debray, « *il n'y a pas d'exemple qu'un empire se désagrège dans le silence des armes et la fraternité des peuples subjugués. On se réjouira d'autant mieux de l'éclatement du carcan soviétique que l'Europe des libérations nationales ne nous cachera pas celle de tous les dangers*[14] ».

Certes, mais justement l'action repose sur des choix qui impliquent des risques. Seule l'inaction fait l'économie des risques, du moins à court terme. Tout semble montrer que, malgré l'établissement, les peuples européens sentent confusément qu'ils ne peuvent laisser passer cette chance de réintégrer l'histoire, leur histoire.

Les périls qui se dessinent à l'horizon de notre continent laissent penser que cette occasion ne se renouvellera pas. Le réveil de l'Europe s'accompagne en effet de la substitution au traditionnel conflit Est-Ouest d'une nouvelle opposition autour de l'axe Nord-Sud.

L'Union soviétique reste une puissance militaire redoutable, surtout dans la perspective d'un désengagement stratégique américain. Mais, privé de son interland est-européen, désormais confronté à une réunification allemande inéluctable, économiquement affaibli et contesté dans ses ressorts idéologiques profonds, le colosse soviétique ne semble plus invulnérable.

D'autres menaces beaucoup plus dangereuses prennent le relais au sud. Elles trouvent naissance dans les déséquilibres démographiques et l'incapacité dramatique du tiers monde à subvenir à ses propres besoins. Le retour en force d'un islamisme conquérant et fédérateur peut servir de détonateur.

L'Europe, "de l'Atlantique à l'Oural", se trouve à cet égard beaucoup plus menacée que le continent américain, en raison de sa proximité géographique avec l'Asie et l'Afrique. Une immigration extra-européenne importante la fragilise encore, notamment face au risque terroriste.

La diminution manifeste des tensions Est-Ouest n'ouvre ainsi nullement la voie à la disparition des sources de conflit dans le monde. On assiste bien au contraire au naufrage de la prétention de l'établissement des nations occidentales et soviétique à bloquer le devenir historique des peuples.

Il est extrêmement significatif à cet égard que l'Islam prenne en quelque sorte le relais du communisme dans son rêve hégémonique. Religion séculière, messianisme matériel et terrestre, le marxisme ne pouvait que s'user à l'épreuve des faits. Le temps et le monde avaient prise sur lui. Religion totale, l'Islam situe au contraire ses fins au-delà du plan terrestre et se trouve donc beaucoup moins exposée à ce risque.

Harlem Désir prétend que le jean chassera le tchador. Pourtant l'exemple de l'Iran montre que l'Islam peut parfaitement s'approprier les techniques occidentales, les armes en particulier, et les subordonner à sa foi, comme le Japon l'a fait au siècle dernier.

Le retour de l'Islam symbolise tout simplement le retour en force des éléments moteurs de l'histoire : les peuples, les nations, les différences, les identités, les fois, les religions.

Voilà pourquoi sa réapparition stupéfie, au sens propre, l'établissement. Un établissement qui a perdu l'habitude de penser en temps historiques et qui s'obstine à voir le monde au travers du prisme de 1945. Ce retour marque également la fin d'une grande utopie : celle de l'homogénéisation d'un monde occidentalisé.

L'occidentalisation du monde apparaît de plus en plus comme un phénomène tout relatif, cantonné dans le domaine matériel et instrumental, et qui masque mal le retour des peuples et des empires. Derrière une apparente uniformisation se profile le modèle à la fois traditionnel et révolutionnaire d'une humanité qui reste divisée en nations, races, cultures, toutes différentes et rivales entre elles, chacune déterminant sa propre voie économique et son système politique, chacune détenant sa légitime volonté de puissance, et toutes animées du désir de se forger un destin.



Les banques de Francfort, symboles de la puissance économique allemande. Deuxième marché mondial après les États-Unis, l'Europe peut désormais raisonnablement entrer en concurrence avec ces derniers.

Ariane et Europe

Le réveil de l'Europe marque le retour de l'histoire et, il faut le souhaiter, le retour de l'Europe dans l'histoire.

En amenant, grâce aux grandes découvertes et à la colonisation, les autres peuples à la conscience d'eux-mêmes, l'Europe a en quelque sorte enfanté le monde. Cet enfantement s'est prolongé jusqu'à la fin du XIXe siècle. Mais, au XXe siècle, l'Europe a dû s'effacer devant sa création, car, exsangue à l'issue des deux guerres "mondiales", il lui a fallu céder devant les empires américain et soviétique ainsi que devant la décolonisation.

Mais, à l'aube du siècle à venir, voici que ces empires s'affaiblissent à leur tour et que les peuples découvrent que l'Europe ne peut laisser livré à lui-même un monde désemparé. Car la singularité de l'Europe découle de sa responsabilité vis-à-vis du reste du monde. Une responsabilité qui est le fruit non d'une prétendue culpabilité morale mais de la nécessité d'assurer la conduite du monde pour que celui-ci ne retourne pas au chaos.

L'identité spirituelle de l'Europe se définit justement par sa capacité à conduire le monde au lieu d'être agie par lui : c'est la fusée Ariane qui incarne la puissance et l'indépendance des Européens et non le regain d'intérêt pour les arts populaires ou la revivification des patois. Signe que s'ouvre un nouveau cycle historique : les vieux mythes européens reviennent à la vie.

Europe, la Grecque, séduite par un dieu, doit engendrer « *des fils glorieux dont les sceptres exerceront leur pouvoir sur tous les hommes de la terre* [15] ».

La princesse endormie par un maléfice s'éveille et l'épée attend la main qui l'ôtera de la pierre.

« *Je voudrais voir l'Europe se créer, au moyen d'une nouvelle caste qui la régirait, une volonté unique, formidable, capable de poursuivre un but pendant des milliers d'années, afin de mettre un terme à la trop longue comédie de sa petite politique et à ses mesquines et innombrables volontés dynastiques ou démocratiques. Ce temps de la petite politique est passé, déjà le siècle qui s'avance fait prévoir la lutte pour la souveraineté du Monde et l'irrésistible poussée vers la grande politique* [16]. »

Les Européens finiront par réaliser la prophétie de Nietzsche. ■

1. *Le Monde*, 16/01/90.
2. *Ibid.*, 27/03/90.
3. Bulletin quotidien du 25 octobre 1989.
4. "La Fin de l'Histoire ?", de Francis Fukuyama, *Commentaires*, n° 47, automne 1989.
5. *Un bonheur insoutenable*, de Ira Levin, J'ai lu, 1978.
6. Julien Dray à l'Assemblée nationale, le 10/04/90.
7. *Le Monde*, 23/04/90.
8. *Ibid.*, 14/11/89.
9. *Les Empires et la Puissance*, de Jordis von Lohausen, Livre-club du labyrinthe, 1985, p. 39.
10. *Le Monde*, 07/03/90.
11. *Ibid.*, 24/11/89.
12. *Ibid.*, 17/11/89.
13. *Ibid.*, 04/05/90.
14. *Le Monde*, 17/11/88.
15. *La Mythologie*, Edith Hamilton, Marabout Université, 1962, p. 89.
16. Nietzsche : *Par delà le bien et le mal*, Mercure de France, 1971.

RPR : autopsie d'un suicide

par Jean de Bauvière



Alain Carignon et Michèle Barzach. Avec Michel Noir, ils sont les figures emblématiques de la dérive à gauche du RPR. "Gaullistes" de la troisième génération, ils n'ont connu ni la Résistance ni le combat pour le retour au pouvoir du général De Gaulle. Venus au gaullisme comme on vient à la soupe, ils peuvent se flatter d'avoir fait perdre à leur mouvement des millions de voix. On pourra les retrouver ministres d'un gouvernement socialiste car leur fidélité n'a d'égale que leur intérêt.

La lettre humoristique *Jalons* s'interrogeait récemment : cinquantième anniversaire de l'Appel du 18 juin, centième anniversaire de la naissance du général De Gaulle, l'année 1990 marquera-t-elle aussi le dernier anniversaire du RPR ?

A question ironique, réponse sérieuse : à la vitesse où se délite le "parti des héritiers", aucune hypothèse n'est plus exclue. Et d'abord, justement, parce qu'il n'est plus qu'un parti, au sens le plus étroit du terme : un syndicat d'intérêts que ne soude même plus la référence à de lointaines valeurs communes.

Deux ans avant sa mort, Alexandre Sanguinetti constatait dans un brûlot prophétique, *J'ai mal à ma peau de gaulliste* (Grasset, 1978) :

« *Il y a un mythe de l'unité, un mythe de la majorité, un mythe des institutions* [...]. *L'unité, pour quoi faire ? Quand on veut contraindre à l'unité des gens qui n'ont plus d'idées essentielles en commun, c'est l'immobilisme et c'est l'effritement* [...].

« *Il y a le mythe de la majorité, cette majorité qui tient plus au système électoral qu'à une conviction profonde* [...]. *Or, plus on voit de nouvelles formations politiques rejoindre cette majorité, plus cette majorité diminue. Le général De Gaulle, tout seul, l'emportait avec 54 p. cent des voix et nous avec lui. Depuis, les états-majors affluent, mais les troupes s'éclaircissent. La majorité est composée aujourd'hui de cinq formations politiques* [Ndrl : le RPR et les quatre partis de l'UDF] *et elle ne dépasse qu'à peine 50 p. cent* [...].

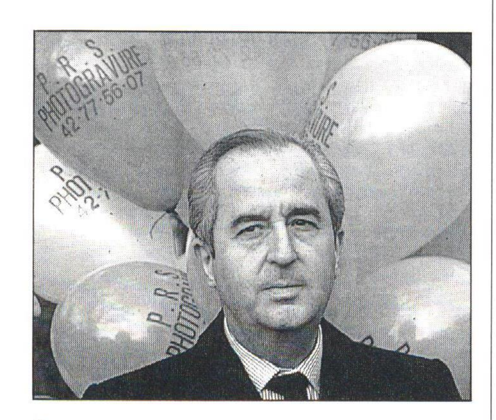
« *Quant aux institutions, elles ne doivent être qu'un moyen de gouvernement, pas une fin en soi : aujourd'hui, le scrutin de circonscription contribue à étouffer les convictions, en faisant de l'élu, non le représentant du peuple, mais le mandataire d'intérêts particuliers* [...]. *Nous devrons en changer un jour par un retour à la proportionnelle qui réhabiliterait la volonté populaire en affaçant le poids que l'électeur fait peser sur le député dans le scrutin de circonscription* [...]. »

Douze ans plus tard, ce diagnostic critique n'a rien perdu de son actualité. A ceci près qu'à l'heure où Sanguinetti écrivait ces lignes, il feignait de croire que Jacques Chirac pourrait encore, par l'intercession de quelque dieu mystérieux, incarner un recours. Non seulement pour les orphelins du Général, mais aussi pour tous les amoureux de la France, quel qu'ait été leur camp du vivant de De Gaulle.

Dépossédé, en moins d'une génération, de l'Élysée, de Matignon et de sa position dominante à droite, le RPR s'est lentement détruit de l'intérieur. Au-delà des chocs d'ambitions — naturels dans un parti dont le chef a depuis longtemps perdu toute capacité à catalyser les énergies —, ses luttes intestines sont la conséquence d'une crise d'identité plus profonde, liée aux ambiguïtés du gaullisme parlementaire et à la personnalité de Jacques Chirac.
Au gaullisme "historique", porteur, malgré les vicissitudes de l'histoire, d'un authentique idéal de grandeur nationale, a succédé un gaullisme d'"oripeaux", dont la vacuité idéologique n'a d'égale que la soumission aux lobbies. Retour en arrière sur une déchéance annoncée.

Crise d'identité

Quelle est alors la situation ? Le RPR, qui vient juste de gagner les élections législatives de 1978, s'interroge sur sa stratégie : principal artisan de la défaite du programme commun, va-t-il tolérer la captation de cette victoire par Valéry Giscard d'Estaing ? Obsédé par la constitution d'une majorité de substitution dont seraient exclus les gaullistes, celui-ci n'a de cesse d'engager la France dans un processus d'intégration européenne irréversible et, à l'intérieur, dans une stratégie visant à détacher le PS du PC et à l'enrôler dans une



Édouard Balladur, devenu après le départ de Pierre Juillet le conseiller de Jacques Chirac. Son ascension représente au sein du mouvement le triomphe de l'énarchie et de la haute technocratie sur les gaullistes authentiques. Une mutation qui fera perdre son âme au RPR. Pour être ministre, il imposa à Chirac la stratégie suicidaire de la cohabitation qui coûtera à ce dernier la présidence de la République en 1988. Pour être cette fois Premier ministre, c'est toujours lui qui préconise aujourd'hui une seconde cohabitation avec François Mitterrand (*le Monde* du 13 juin 1990). Son objectif : fondre le RPR avec l'UDF dans une formation néo-conservatrice qui placerait Giscard à la présidence de la République et lui-même à Matignon : une curieuse façon de sauver le gaullisme. Ici : Balladur en campagne dans le XVe arrondissement à Paris avant son envol.

majorité grâce à des réformes vidant ce même programme commun de son contenu (*dixit* alors Jean Lecanuet).

Bref, les gaullistes, ayant sauvé Giscard d'un départ sous les crachats (qui se produira d'ailleurs trois ans plus tard), vont-ils se laisser drosser hors du pouvoir par un renversement d'alliances humiliant ?

A toutes ces questions, Chirac allait répondre par l'expectative. Et le RPR, créé à l'instigation de Pierre Juillet pour régénérer le mouvement gaulliste et « *répondre à l'éternel appel des peuples qui ne veulent pas mourir* », selon la formule employée par Chirac lors des Assises constitutives du RPR dans le discours du 5 décembre 1976 que lui avait dicté Pierre Juillet, allait lentement se transformer en objet passif de la politique intérieure et, bientôt, en machine à faire perdre la droite.

Avec douze années de recul, on perçoit bien le caractère décisif de cette période charnière.



Jacques Chirac, l'artisan du sabordage du RPR. En confondant l'idéal de grandeur nationale propre au gaullisme avec la morale à courte vue d'un petit boutiquier, en réduisant le discours éminemment politique du Général à la gestion du quotidien, bref, en confondant la politique avec l'économie et le libéralisme avec le gaullisme, il a vidé le RPR de sa substance. Ici : Chirac en compagnie du saltimbanque et pétitionnaire antiraciste Johnny Hallyday au grand meeting du RPR, le 20 mars 1988. Le spectacle supplée le fond.

Décisif non seulement pour l'avenir du mouvement gaulliste, mais aussi pour la France qui, faute du sursaut national qu'espérait alors Sanguinetti — et, avec lui, tous les patriotes de bonne volonté —, allait se trouver engagée dans une spirale la menant du socialisme rampant (1978-1981) au socialisme marxiste (1981-1986) et du libéralisme cosmopolite (1986-1988) à la victoire du socialisme cosmopolite (1988). Sans jamais qu'au cours de ces années, l'intérêt supérieur du peuple français ait servi de substrat à un seul de ces systèmes.

Si les premiers symptômes de la crise d'identité gaulliste remontent à 1967 (époque à partir de laquelle le spectre socio-électoral du gaullisme parlementaire commence à se rétrécir par rapport à celui du gaullisme présidentiel, fondé sur une structure réflétant l'exacte composition de la société française), on se rappelle que c'est en 1974 que fut porté le premier coup à l'unité légendaire de l'"armée gaulliste" : au lendemain de la mort de Georges Pompidou, quand quarante-trois députés UDR emmenés par Jacques Chirac choisirent de soutenir l'anti-gaulliste Giscard contre Jacques Chaban-Delmas, candidat officiel de leur mouvement à l'élection présidentielle de 1974.

« *Chaban est incapable de barrer la route de l'Élysée à Mitterrand et aux communistes. Aider Giscard, c'est préserver la France du programme commun* » : tel fut l'argument que développa alors Chirac et qui n'était sans doute pas faux.

Cependant, deux ans plus tard, le problème se reposait : Valéry Giscard d'Estaing n'apparaissant pas plus capable que Chaban-Delmas d'écarter le « *péril collectiviste* », convenait-il de le soutenir ou de rompre avec lui ?

Des législatives de 1978 à 1981, le RPR ne cessera d'être ballotté entre la tentation d'un affrontement direct avec Giscard (fort de cent cinquante-cinq députés, le groupe RPR était majoritairement favorable au vote d'une motion de censure) et un soutien tactique à son gouvernement jusqu'à l'élection présidentielle.

Erreurs fatales

Rien qu'au mois, capital, de décembre 1978, Chirac embrassera, en l'espace de cinq jours, deux stratégies opposées : ce sera, le 6, le fameux "appel de Cochin" inspiré et rédigé par Pierre Juillet qui pensait à juste titre qu'il fallait rompre : « *Français, n'écoutez pas la voix rassurante de l'étranger* [...]. *Dites non à une France vassale dans un empire de marchands* [...] » ; et, le 11 décembre, une lettre, toujours signée de Jacques Chirac (mais inspirée cette fois par le centriste Alain Poher !), assurant Raymond Barre, alors Premier ministre, que le RPR ne prendrait jamais la responsabilité de remettre en cause l'existence de son gouvernement ! Retournement de politique qui allait provoquer le départ de Pierre Juillet, le seul stratège du mouvement gaulliste, et le lent déclin du RPR. Ainsi allait-on voir, lors de la campagne présidentielle de 1981, le RPR soutenir jusqu'au bout à l'Assemblée le gouvernement Barre, cependant que la machine RPR faisait campagne dans le pays contre l'« *abaissement de la France* » que, selon elle, aurait signifié la réélection de M. Giscard d'Estaing.

Résultat de ce double langage : une démobilisation sans précédent de l'électorat gaulliste qui, passé en treize ans de dix millions de voix à six millions, allait se diviser en trois fractions, sa grande majorité soutenant Chirac, qui n'obtenait pourtant que 17,8 p. cent des voix au premier tour de l'élection présidentielle, cependant que 900 000 autres voix se portaient sur les candidats de la "fidélité", Michel Debré et Marie-France Garaud.

Le RPR aurait-il pu éviter semblable hémorragie ? En ayant refusé de déclarer la guerre à Giscard d'Estaing et au socialisme rampant qu'il incarnait, Chirac avait principalement mécontenté son propre camp et ses militants, lesquels avaient rêvé d'une motion de censure suivie d'une dissolution et d'une élection présidentielle anticipée (élection d'autant moins risquée que la gauche, en 1978, était provisoirement hors jeu).

La stratégie chiraquienne ne pouvait s'expliquer que par un unique ressort : le désir de



Le 14 mai 1990, le RPR défile au côté du Parti socialiste et du Parti communiste. Officiellement pour protester contre la profanation commise à Carpentras. En réalité, par crainte de laisser à la gauche le monopole de la récupération de l'événement, et aussi pour apporter son soutien à l'immense manipulation "antiraciste" montée par le pouvoir contre le Front national. Rallié à l'idéologie cosmopolite et antiraciste des droits de l'homme propre à la gauche depuis 1987, le RPR n'a pas eu beaucoup de mal à se prêter à cette mascarade politicienne. Nombreuses sont les déclarations de Jacques Chirac qui appellent à la création d'« *une France ouverte, pluraliste et multiraciale* » (*le Monde* du 15 septembre 1987). « *Que la France soit une nation multiconfessionnelle et multiraciale, que d'ailleurs nous soyons tous des métis est une chose trop évidente pour qu'il faille insister* » avait-il déjà déclaré en 1985 (*le Quotidien de Paris,* 18 janvier 1985). Propos qu'il réitère en 1988 : « *L'heure est plus que jamais à l'intégration dans la communauté nationale, mais cette intégration ne doit pas s'accompagner de la perte des identités propres, qu'elles soient culturelles ou religieuses* » (*le Monde,* 13 janvier 1988). Aligné sur les positions de la gauche, se trompant constamment d'adversaire, le Rassemblement pour la République n'apparaît plus comme un recours face au socialisme.

faire élire François Mitterrand afin de devenir, *ipso facto*, chef de l'opposition.

Quelques années plus tard, en 1986, Chirac, alors conseillé par Édouard Balladur, commentait sa deuxième grave erreur. Il acceptait de cohabiter avec un président de gauche et, sous prétexte d'unité de l'opposition, plaçait le RPR sous l'épée de Damoclès du chantage centriste. Croyant affermir son gouvernement, il nommait ministre le moindre chef de parti et, sous couvert de "sauver" les institutions qu'il venait de subvertir par ce retour intempestif aux mœurs de la IV[e] République, son premier acte était de rétablir le scrutin majoritaire, non pas pour faire barrage à la gauche, mais pour mieux bâillonner la droite nationale.

Attitude suicidaire puisqu'elle consistait à mécontenter d'emblée l'électorat du Front national, pourtant indispensable au deuxième tour de l'élection présidentielle pour l'emporter sur François Mitterrand. On sait quel fut le résultat de cette brillante stratégie.

Chirac allait être désavoué par les Français à l'élection présidentielle de 1988 en ne recueillant que 46 p. cent des voix face à Mitterrand, mais il le fut surtout au premier tour avec seulement 20 p. cent des suffrages, soit un peu moins que le total réalisé par les trois candidats gaullistes en lice sept ans plus tôt ! Un désastre qui vaudrait à la France une deuxième expérience socialiste et, grâce au rétablissement du scrutin majoritaire, le retour d'une majorité de socialistes à l'Assemblée nationale. Sans doute Chirac se consolait-il en se disant que, désormais, il faudrait 2,5 millions de voix pour faire élire un député lepéniste, contre 33 000 seulement pour un député RPR-UDF. Belle fidélité au principe gaullien de la "participation" des citoyens !

Autre "réussite" à mettre au crédit du gouvernement Chirac : le retour en force du "contrat de législature", monstre politique qu'on avait cru terrassé en même temps que le régime des partis. Quel gage de fidélité au gaullisme que d'appeler aux postes clefs du gouvernement des « *politichiens* » que le Général accusait de « *faire bouillir leur petite soupe dans leur petit coin plutôt que de servir le bien commun* » ! De François Léotard (PR) à Pierre Méhaignerie (CDS), en passant par André Rossinot (parti radical), chaque chef de parti siégeait au gouvernement proportionnellement à son expression parlementaire (sauf le parti radical qui, par on ne sait quel prodige, disposait de trois ministres pour deux députés !).

Le temps des reniements

Mais il y eut plus : sous prétexte d'assurer l'"union", Jacques Chirac allait transformer son gouvernement en chambre d'enregistrement des desiderata centristes. Ne lui fallait-il pas, tenu qu'il était par ses promesses d'exclure le Front national de sa majorité, obtenir, sur chaque grand texte, l'aval du CDS ?

C'est ainsi que le gouvernement Chirac commit sa plus grande faute, celle que le gros de son électorat ne lui pardonnera pas : l'abandon de son projet de réforme du code de la nationalité et le ralliement du RPR aux propositions de la commission Long.

En un an, entre janvier 1986 et janvier 1987, on allait assister au reniement le plus grave puisqu'il portait atteinte au fondement même du gaullisme : la défense du fait national.

Qu'on se souvienne. Quand, en janvier 1986, avait été établie la "plate-forme de gouvernement RPR-UDF" censée inspirer les réformes de l'opposition revenue au pouvoir, un objectif primait tout : la sauvegarde de l'identité nationale par l'« *inversion des flux migratoires* » et la mise sur pied d'une politique sociale destinée à stimuler la démographie française en « *excluant les étrangers du bénéfice des prestations à caractère nataliste* ». Le tout assorti d'une réforme du code de la nationalité devant rendre désormais impossible l'acquisition automatique de la citoyenneté française.

Ce programme, que le Front national proposait depuis 1975, allait-il enfin être appliqué ? Nul doute que beaucoup d'électeurs en furent persuadés, au point de voter massivement pour la coalition RPR-UDF.

Mais, à peine entré au gouvernement, le CDS pesait de tout son poids pour freiner l'ardeur réformatrice de ses alliés. Mettant dans la balance leur participation à la majorité (acquise de deux voix), les centristes, rejoints par une partie des libéraux (la "bande à Léo" de l'époque), tiraient argument de la révolte étudiante de décembre 1988 — et d'un martyr providentiel, Malik Oussekine — pour obtenir du RPR qu'il abandonne ses projets. Docile, Chirac obtempérait, faisant passer les intérêts du peuple après les diktats de l'ochlocratie.

Il allait faire plus encore : non content de dessaisir le parlement de la réforme du code de la nationalité — qui prévoyait non seulement que celle-ci serait obtenue sur demande, mais encore soumise à toute une série de conditions (garanties d'assimilation, obligation de moralité, etc.) —, Jacques Chirac décidait, sous la pression des lobbies immigrés, du CDS, qui s'en était fait le relais, et de l'aile gauche de son parti, de confier la question à une

commission de "sages" présidée par Marceau Long, le vice-président du conseil d'État. Après l'ochlocratie venait le temps de la synarchie.

Résultat : au principe édicté par la plate-forme RPR-UDF de 1986, « *la nationalité française sera demandée et acceptée* », succédait, en janvier 1988, la formule retenue par la commission Long : « *Devient français quiconque en fait la demande* ».

Au nom de cette commission, le sociologue Alain Touraine résumait : « *La volonté des personnes doit désormais se substituer aux intérêts démographiques et militaires de l'État.* »

Gardien de l'orthodoxie gaulliste, Michel Debré protestait, en vain, auprès de Chirac : « *Admettre cela, c'est admettre la disparition de la France* [...]. *Pour devenir français, il ne suffit pas de le vouloir, il faut aussi présenter des garanties minimales d'assimilation. Offrir la nationalité à tout étranger qui la demande, c'est entériner un rapport de force démographique défavorable à l'identité française ; et c'est offrir le droit de vote à tous les immigrés.* »

C'était bien le point clef : mais loin d'écouter les conseils de Debré et des gaullistes historiques qui, tel Pierre Messmer, partageaient ses vues, Chirac allait donner sa préférence à la doctrine de son secrétaire d'État aux Droits de l'homme, l'ex-maoïste Claude Malhuret, devenu le porte-parole de la tendance ultra-libérale du gouvernement : « *L'indépendance des États doit s'effacer devant l'universalité des droits et les droits de l'homme primer la raison d'État* [...]. *La France des terroirs et des clochers a vécu* [...]. »

Et deux mois avant que la commission Long ne rende ses conclusions, le gouvernement Chirac reprenait à son compte le rapport du député RPR de l'Isère Michel Hannoun, chargé par Malhuret de se pencher sur les remèdes à mettre en œuvre pour que cessent « *le racisme et les discriminations* ».

Bien accueilli à gauche, ce rapport proposait une impressionnante panoplie de mesures préventives et répressives : création d'un Haut Conseil de l'immigration ; banalisation de l'enseignement des langues d'origine dans les collèges ; formation aux droits de l'homme de l'école à l'université ; incitations financières aux propriétaires de logements pour qu'ils acceptent de les louer à des étrangers ; mais aussi, et surtout, renforcement des sanctions prévues en cas d'injures racistes (publiques ou privées) ou d'attitudes pouvant inciter à la « *haine raciale* ».

Pour les réprimer, Hannoun imaginait, entre autres, de compléter la loi Pleven de 1972 en privant ses contrevenants de certains droits civiques : « *droit de témoigner en justice, d'assurer les fonctions de juré ou de se porter témoin.* »

Propositions reprises, intactes, dans la bible du gouvernement actuel en matière d'immigration : le rapport Bouchet, que Michel Rocard a fait accepter à l'opposition tout entière lors de la table ronde du 3 avril 1990 consacrée à l'intégration.

De la confusion à la décomposition

Il n'est pas excessif de prétendre que l'éclatement final du RPR résulte de ce reniement. Peut-on, sans provoquer la colère du peuple, ratisser indéfiniment dans le même sens à chaque élection et, une fois au pouvoir, ratisser dans l'autre sous l'effet d'un prétendu "réalisme" ? Peut-on, au nom du consensus, s'appliquer à rapprocher systématiquement ses positions de celles d'adversaires qui, au bout du compte, n'en sont plus ?

Ayant lui-même sapé les bases de son autorité en préférant donner raison aux lobbies pro-immigrationnistes et cosmopolites plutôt qu'à son électorat, ayant perdu tout prestige après son humiliante défaite à l'élection présidentielle et ayant finalement rallié le camp socialiste sur le chapitre de l'identité nationale, Chirac ne pouvait contenir davantage les tensions accumulées depuis si longtemps contre lui.

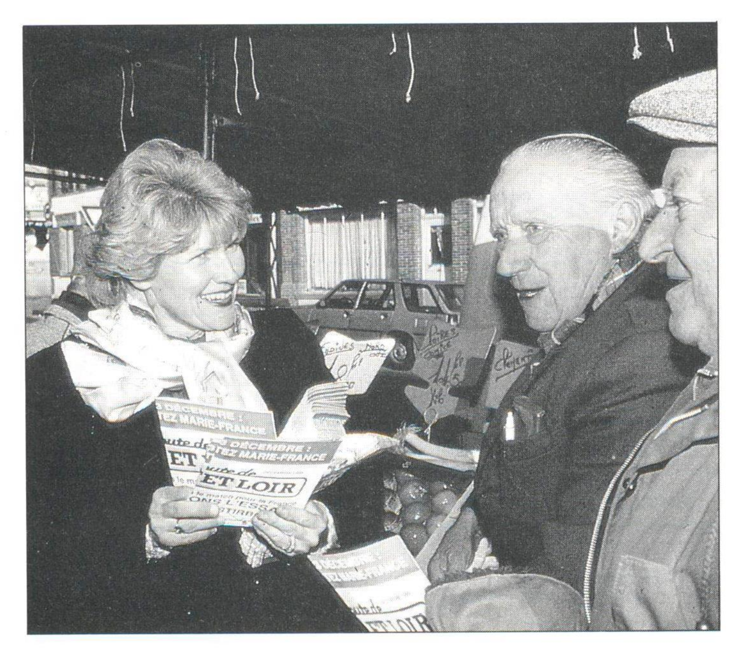
Assez curieusement, ces tensions, loin de venir des gaullistes orthodoxes, seront le fait des pseudo-gaullistes du RPR, les Barzach, Noir et Carignon, dont les déclarations et positions (« *Mieux vaut perdre les élections que perdre son âme* ») contribuent à faire dériver le RPR toujours davantage à gauche et à lui faire perdre toujours plus d'électeurs.

Ainsi, au printemps 1989, l'offensive des "rénovateurs" aboutissait à la mise sur pied de la liste européenne conduite par Simone Veil. Affolé à l'idée de devoir compter ses voix face au centre et à l'UDF, Chirac achevait de démobiliser ses troupes en leur imposant cet ultime reniement : l'acceptation de Valéry Giscard d'Estaing (porte-parole, voici tout juste dix ans, du « *parti de l'étranger* ») comme chef de file de la liste unique de l'opposition.

Pour éviter la déroute, Chirac prouvait une fois de plus qu'il était prêt à tout, y compris à faire figurer un De Gaulle (Jean, petit-fils du général) sur une liste conduite par l'ancien bras séculier de Jean Monnet au sein du Comité pour les États-Unis d'Europe !

Résultat : pour avoir voulu sacrifier l'honneur de son mouvement à l'arithmétique politicienne, Chirac récoltait, et le déshonneur, et une nouvelle déroute électorale : parti en

Marie-France Stirbois et Pierre Vial en campagne, la première à Dreux en novembre dernier, le second à Villeurbanne en juin. Dans les deux cas, les candidats du Front national devanceront ceux du RPR. A Dreux, Marie-France Stirbois l'emportera au second tour avec 61 % des voix sur son concurrent RPR. A Villeurbanne, Pierre Vial devancera dès le premier tour, avec 27,26 % des suffrages, son adversaire RPR, pourtant candidat unique de l'"opposition". Quant au RPR, il tombait de 16 000 à 6 400 voix (10,6 %) à Dreux, de 2 414 à 890 voix (17 %) à Villeurbanne. Deux signes évidents de la perte d'un électorat qui ne se reconnaît pas dans les orientations toujours plus gauchisantes du mouvement.





campagne avec vingt députés européens sortants, le RPR n'en retrouvait que treize au soir du 18 juin 1989. Soit un tiers de moins ! Tellement inquiet à l'idée que Giscard pût refuser son offre de faire liste commune avec lui, Chirac avait tout simplement accepté d'avance que son contingent d'éligibles fût révisé à la baisse !

Cette remise en selle inattendue de Giscard et de l'UDF allait provoquer l'autre grande secousse de l'année : la sécession du couple Pasqua-Seguin.

Opposés jusqu'alors à peu près sur tout, notamment sur la conduite à tenir à l'égard du Front national (ce qui n'est plus vrai aujourd'hui, l'un et l'autre communiant dans la même hostilité à une éventuelle "union des droites"), Charles Pasqua et Philippe Seguin font alors la même analyse : l'alliance avec le centre s'est payée au prix fort : la destruction de l'identité gaulliste.

Surtout, les deux hommes se retrouvent pour critiquer l'influence déterminante prise auprès de Chirac par Édouard Balladur. En cause, selon eux : le désir de ce dernier de diluer « *l'identité gaulliste dans un conglomérat libéralo-centriste* » et sa propension à « *technocratiser* » le RPR en le coupant de ses racines populaires.

Dans son livre, *la Force de convaincre* (Payot, 1990), Seguin n'explique pas autrement la défaite présidentielle de Chirac :

« *L'élection présidentielle était probablement perdue avant même que l'on n'entame la cohabitation : face aux socialistes, dont on n'avait pas voulu reconnaître l'évolution, nous avons cru devoir bâtir une contre-idéologie* [...].

« *Du coup, pour parler cru, on a donné l'impression de privilégier le fric. On ne parlait que de cela, on ne pensait qu'à cela. Les privatisations étaient devenues l'essentiel de notre programme* [...]. *Et le pire de tout, c'est que nous avons perdu des voix plus encore à cause de ce qu'on nous soupçonnait de vouloir faire que pour ce que nous avons fait et qui, somme toute, aura été positif* [...]. »

Le prix de la trahison

Abandonné par les derniers piliers de son mouvement, Chirac n'avait plus qu'une carte à jouer : celle d'Alain Carignon. A ce "rénovateur" jaloux du leadership de fait conquis par Michel Noir, il allait proposer un marché : la création d'un courant "de gauche" qui accepterait de collaborer avec le secrétaire général Alain Juppé contre la promesse d'une participation au bureau politique du mouvement. L'autre acceptait aussitôt et, à l'issue des Assises nationales du 11 février 1990, quatre représentants du courant Carignon ("Vie") ralliaient la majorité chiraquienne. Dans la bonne vieille tradition des syndicats "jaunes" du XIX[e] siècle, Carignon venait donc renforcer la position du "patron", tout en incarnant, vis-à-vis de l'extérieur, l'opposition à sa politique...

Las ! Cette fiction ne survivrait pas longtemps. Après deux entrevues avec François Mitterrand, Carignon faisait savoir, le 9 juin 1990, qu'il était décidément plus à l'aise au côté des socialistes qu'à celui de Chirac pour combattre le Front national. Dépité, Chirac chassait l'ingrat.



Le 5 décembre 1976 se tenait, à la porte de Versailles, devant cinquante mille personnes, le congrès constitutif du RPR. Objectif : redonner un coup de jeune au mouvement gaulliste en perte de vitesse depuis l'accession de Giscard d'Estaing à la présidence et créer une machine de guerre majoritaire capable d'affronter avec succès les futures élections législatives qu'on disait perdues. Cette stratégie, montée de toutes pièces par Pierre Juillet avec Marie-France Garaud, fut couronnée par un succès total. Malheureusement, élevé à la présidence du mouvement par ces derniers, Jacques Chirac ne se révélerait pas à la hauteur du projet.

Sur qui s'appuyera-t-il désormais ? Après les défections massives de Noir, de Pasqua, de Seguin et de Carignon, c'était au tour de Balladur de prendre son envol : se rappelant que, grâce à la cohabitation, il avait pu décrocher un portefeuille de ministre d'État, l'ancien administrateur du tunnel du mont Blanc proposait de réitérer l'expérience en 1993. Mais cette fois en qualité de chef de gouvernement !

Et les militants ? En bon apparatchik, Alain Juppé se dit qu'il s'en trouvera toujours quelques-uns pour coller les affiches. Mais il est bien forcé, élection partielle après élection partielle, de constater l'évaporation de ses dernières troupes fidèles.

Ainsi, les prédictions d'Alexandre Sanguinetti se seront réalisées jusqu'au bout. Peu avant sa mort, il confiait volontiers :

« *Vous verrez, Chirac a trahi tout le monde : De Gaulle pour Pompidou ; Chaban pour Giscard ; Giscard pour son propre compte, et le gaullisme pour on ne sait quoi ! Cela fait beaucoup de contentieux pour un seul homme ! Comme il a de la ressource, il rebondira. Mais chaque fois un peu moins haut. Et quand il sera bien bas, il se trouvera toujours quelqu'un pour lui donner le coup de pied de l'âne.* »

Mais Jacques Chirac fut-il jamais gaulliste ?

En ayant laissé dériver le RPR vers le régime des partis contre lequel le général De Gaulle s'était constamment insurgé, en ayant substitué l'idéologie cosmopolite des droits de l'homme à l'idéal gaulliste de la grandeur de la nation, en ayant remplacé le thème de l'autorité de l'État par le libéralisme, Jacques Chirac a trahi aussi, et surtout, tous les principes du gaullisme. Le rattachement du train RPR à la locomotive libéralo-giscardienne constitue la dernière trahison. L'"Union pour la France" scelle l'arrêt de mort d'une formation qui, après avoir perdu son âme et ses électeurs, a renoncé à exister par elle-même. ■

"Nationalisme et République" : une manipulation

Ces temps derniers, on a pu voir circuler en France une nouvelle revue intitulée *Nationalisme et République*, contre laquelle il nous semble nécessaire de mettre en garde nos lecteurs.

Créée à l'initiative d'un certain nombre de transfuges du Front national, exclus pour divergence de vues ou basses querelles de personnes, cette revue, en jouant habilement sur les mots ou les hommes, peut induire en erreur sur ses intentions véritables des lecteurs non avertis.

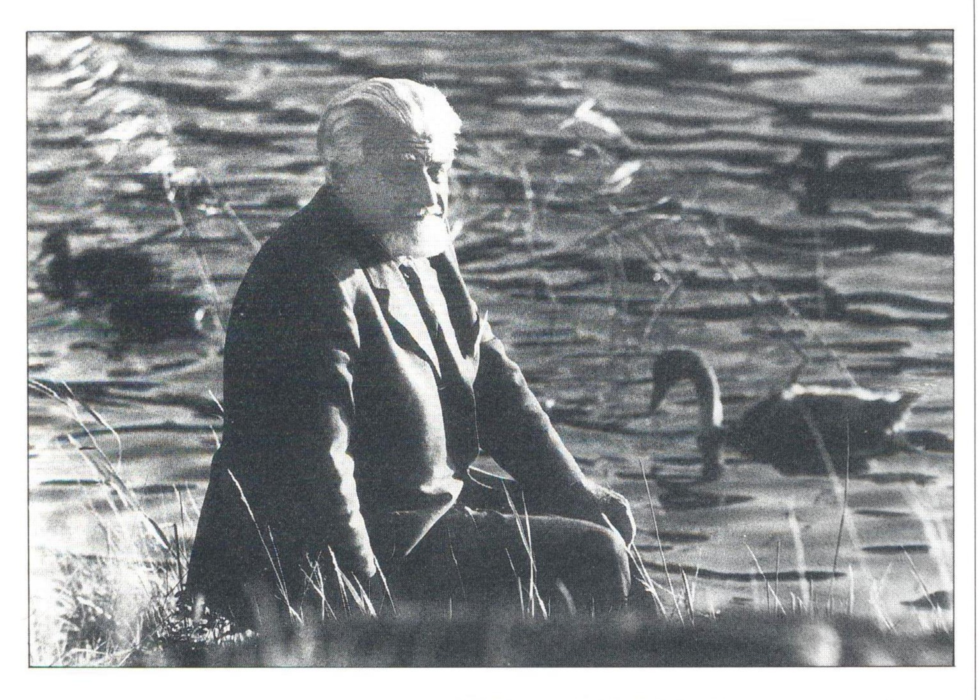
Loin de chercher à contribuer à la clarification du débat d'idées propre à la droite nationale, cette entreprise vise à déstabiliser celle-ci en y créant la confusion.

Les moyens financiers engagés, qui dépassent largement les possibilités personnelles de ses instigateurs, l'alignement de ses auteurs sur des positions politiques volontairement provocatrices, voire sur le projet de "maison commune européenne" cher à Gorbatchev, le large écho — sans commune mesure avec l'entreprise — donné par la presse de gauche à cette opération, en administrent la preuve.

Konrad Lorenz

Aux sources du comportement

par Charles Gregor



Né en 1903, Konrad Lorenz est mort le 27 février 1989. Ici, le découvreur et maître de l'éthologie, directeur de l'Institut Max-Planck, alors qu'il vient de se voir décerner le prix Nobel de médecine et de physiologie en 1973. Membre des académies les plus prestigieuses du monde, celles des États-Unis et d'Autriche, membre de la Royal Society, titulaire du prix Cino Del Duca et du prix Kalenga de l'Unesco, ses découvertes ont remis en cause toutes les utopies de la gauche : l'égalitarisme niveleur, le pacifisme, la bonté de la nature, etc.

Konrad Lorenz fut un véritable chef de file. Biologiste, mais aussi philosophe puisqu'il occupa la chaire de Kant à l'université de Königsberg, il a créé une nouvelle science, l'éthologie, discipline qui étudie le comportement animal et humain. Mais il a été aussi un inspirateur de haute stature. A sa suite, nombre de biologistes, de penseurs et de vulgarisateurs de talent, de Robert Ardrey à Richard Dawkins, en passant par Lionel Tiger et Robin Fox, d'Edward Wilson à Irenaüs Eibl-Eibesfeld, sans oublier Wolfgang Wickler ou Desmond Morris, ont diffusé les idées qu'il avait fait naître.

Konrad Lorenz, qui naquit à Vienne, en Autriche, en 1903, manifesta toute sa vie une insatiable curiosité. Attitude qui, selon lui, se prolonge chez l'homme jusqu'à la vieillesse : « *L'homme,* disait-il, *reste jusqu'à sa mort un être en devenir.* »

A ce précurseur les obscurantistes n'ont cessé de donner la chasse, jusqu'à sa mort, en 1989. Ce que, curieusement, bien des lecteurs de Lorenz ignorent. Comment, du reste, la chose serait-elle imaginable ? Que peut-on en effet reprocher au sympathique savant qui parlait aux oiseaux, aux mammifères et même aux poissons ? La vérité est pourtant fort simple : Lorenz avait eu le tort de mettre le doigt sur quelques faits bien solides dont certains idéologues ne peuvent s'accommoder. Et cela, non pas en pratiquant l'exercice de style cher — il faut bien le dire — à nombre d'amateurs des sciences humaines, mais en observant les animaux. Mieux, en les observant dans la nature.

De l'animal à la civilisation

Première constatation : les bêtes ne sont pas bêtes. Elles sont même merveilleusement adaptées à leur environnement et parfaitement astucieuses. Et elles se comportent selon des modalités qui évoquent nos propres mœurs. Dès lors, peu à peu, l'évidence se dégage : nos comportements ne datent pas du début de l'histoire humaine. Nous les avons hérités de notre très lointain passé animal. Le sens de la propriété, l'agressivité, l'altruisme ou la hiérarchie et même la fidélité à certaines traditions sont antérieurs à l'homme. Rousseau avait tort. Dès lors, tout ce qui dans les mœurs paraissait douteux ou artificiel à l'intellectuel de gauche, le goût bourgeois pour la possession ou la hiérarchie naturelle des talents, tout cela n'avait plus rien de superflu mais nous appartenait aussi profondément que nos orteils ou notre estomac.

Est-ce à dire que l'homme n'est qu'un être vivant comme les autres ? Combien de fois n'a-t-on pas reproché à Lorenz et à ses continuateurs (éthologistes ou, plus récemment, socio-biologistes) de le considérer comme tel ?

Le problème, en réalité, ne se pose pas en ces termes. Chaque être est original et l'*homo sapiens* plus particulièrement. Ce dernier a des compétences dont ne disposent pas les autres êtres vivants, et son intelligence dépasse celle de toutes les créatures qui peuplent la planète. Mais on peut l'étudier de façon objective, comme les autres espèces. Et nombre de ses comportements — par exemple l'agressivité, la tendance à former des tribus et même celle qui le pousse à exclure ceux qui appartiennent aux autres groupes — s'expliquent à la lumière de l'évolution. Affirmer cela ne signifie pas qu'on veuille répandre une vision dévalorisante. Du reste, l'agressivité, ce concept lorenzien par excellence qui a été tellement critiqué, ne relève nullement d'un quelconque immoralisme. L'agressivité n'est en effet rien d'autre, quant au fond, que le principe même de l'action. Et c'est d'ailleurs elle qui se trouve à l'origine du sentiment d'amitié, ne serait-ce que dans la mesure où elle contribue à la reconnaissance individuelle et à la différentialisation des relations avec autrui.

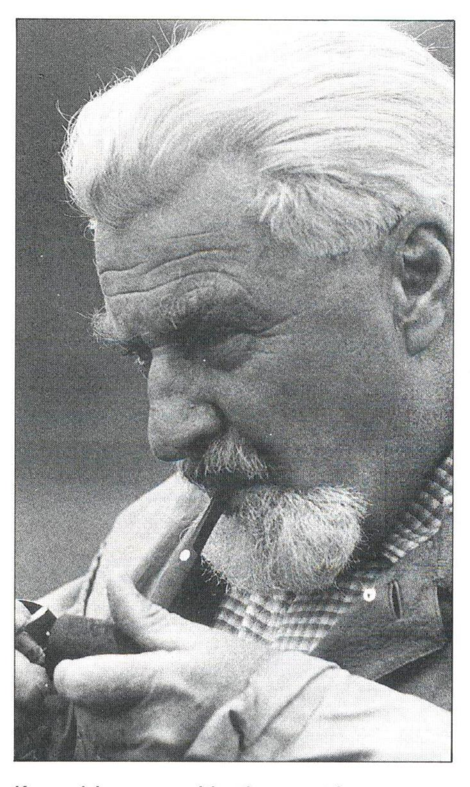
Critiquée pour des raisons idéologiques — une théorie de l'agressivité ne serait-elle pas finalement une théorie du conflit, de l'apologie de la guerre, alors même que toute la "pensée" de l'intellectuel "standard" consiste à proposer une théorie de la paix ? —, l'éthologie s'est vue également contestée quant au pouvoir explicatif de sa démarche. Décrire les aspects "humains" du comporte-

ment de l'oie cendrée ou du kob de l'Ouganda, c'est assurément intéressant, mais que nous apporte une comparaison tantôt avec un animal tantôt avec un autre ? Bref, certains ont pu considérer cette science comme une collection d'anecdotes.

En réalité, la démarche éthologique correspond à une méthode bien particulière. Elle est riche d'enseignement à double titre. En premier lieu, on peut suivre l'évolution de tel ou tel comportement dans le cours de la phylogénèse. Cette approche invite bien entendu à privilégier l'étude de nos plus proches cousins dans la nature, à savoir les primates. En second lieu, on peut utiliser un raisonnement analogique qui, quoique critiqué, n'en a pas moins révélé une grande pertinence. Eibl-Eibesfeld a défendu en ces termes la recherche analogique selon Lorenz : « *Si l'on cherche à définir la part phylogénétique la plus ancienne du comportement humain, ce qui revient à une recherche homologique, on fera effectivement mieux de se tourner avant tout vers les autres primates. Mais si l'on cherche au contraire à déterminer les lois de comportement valables indépendamment de toute parenté, à propos du phénomène de ritualisation par exemple, on fera bien d'observer ce phénomène non pas sur les espèces les plus proches les unes des autres mais au contraire sur les espèces les plus diverses. C'est par l'observation des mêmes mécanismes chez des espèces totalement indépendantes les unes des autres que l'on parvient à la formulation de lois universellement valables. Les analogies reflètent incontestablement des adaptations parallèles à des exigences analogues du monde extérieur. Les lois fonctionnelles qui déterminent la formation des caractères correspondants sont donc les mêmes dans tous les cas. Le chercheur qui se fonde sur l'analogie procède en l'occurrence comme le biotechnicien voulant déterminer les lois fonctionnelles selon lesquelles sont construites les ailes. Il peut se référer à des types d'ailes aussi différentes que celles des insectes issues d'un repli de l'épiderme, celles des oiseaux résultant de la tranformation d'une extrémité de tétrapode, voire celles de l'avion qui sont un pur produit de l'évolution culturelle. Cela vaut tout autant pour des modes de comportement comme l'organisation hiérarchique, la monogamie et bien d'autres aspects particuliers de la structure sociale, y compris cette agressivité intraspécifique dont on parle tant, qui s'observe chez les espèces les plus diverses, qui sert de système de défense et d'intimidation, mais subit à peu près partout le même processus de ritualisation qui empêche le meurtre entre congénères* [1]. »

L'éthologie : une science féconde

Fort de la méthode de travail qu'offre la science mais aussi de l'hypothèse darwinienne de l'évolution, Lorenz a compris que l'on pouvait largement dépasser le cadre de l'observation animale pour s'intéresser non seulement à l'homme mais à ses civilisations. « *L'histoire des diverses civilisations et leurs rapports historiques*, a-t-il écrit, *peuvent s'étudier par les mêmes méthodes que la phylogénèse et les rapports de parenté entre les diverses espèces animales.* » Bien des branches des sciences humaines peuvent utilement aborder cet aspect du problème. C'est le cas, en particulier, de la linguistique : un certain nombre de travaux, surtout récents, ont permis d'évaluer d'une façon scientifique l'évolution des langues. De cette approche, il se dégage la vision d'une humanité plurielle composée d'un véritable buissonnement de cultures dont la variété fait précisément la richesse du genre humain. Cela, seules des "raisons idéologiques" nous ont empêchés d'en prendre conscience ainsi que le dit Lorenz, qui ajoute : « *Arnold Toynbee, Oswald Spengler et quelques autres furent les premiers à reconnaître que l'unité de la "culture" humaine n'était qu'une fiction, tout comme l'unité du développement de l'arbre phylogénétique. En réalité, chaque petite branche, chaque espèce se développe pour son propre compte, à ses risques et périls et selon sa propre orientation — il n'en va pas différemment de chaque civilisation ! Ainsi que l'a montré Hans Freyer, il n'est pas impossible que, sur un territoire qui ne portait jusqu'alors qu'un habitat paysan et des groupes ethniques assez lâches, jaillissent du jour au lendemain, du moins apparemment, des temples et des pyramides, des villes fortifiées et des puissances impériales.* [2] »



Konrad Lorenz : « ***L'estime portée aux symboles de son propre groupe s'allie au dénigrement de ceux de toute autre ethnie comparable. Plus deux groupes ethniques se sont développés longtemps et indépendamment l'un de l'autre, plus leurs différences grandissent.*** »

L'apport de la théorie évolutionniste se révèle ici particulièrement fécond. Celle-ci permet en effet de montrer que « *les civilisations humaines ne naissent pas, comme l'a postulé une philosophie de l'histoire unificatrice, selon un développement linéaire obéissant à une loi unique, mais, très exactement comme les espèces animales et végétales, indépendamment les unes des autres, "polyphylétiquement", comme le dirait un phylogénéticien* ». Lorenz poursuit l'analogie : « *Le développement de chacun de ces systèmes vivants complexes, que nous appellerons avec les historiens les grandes civilisations, repose vraisemblablement sur des "inventions" analogues à ces pas en avant de l'évolution auxquels les espèces animales doivent leur développement.* »

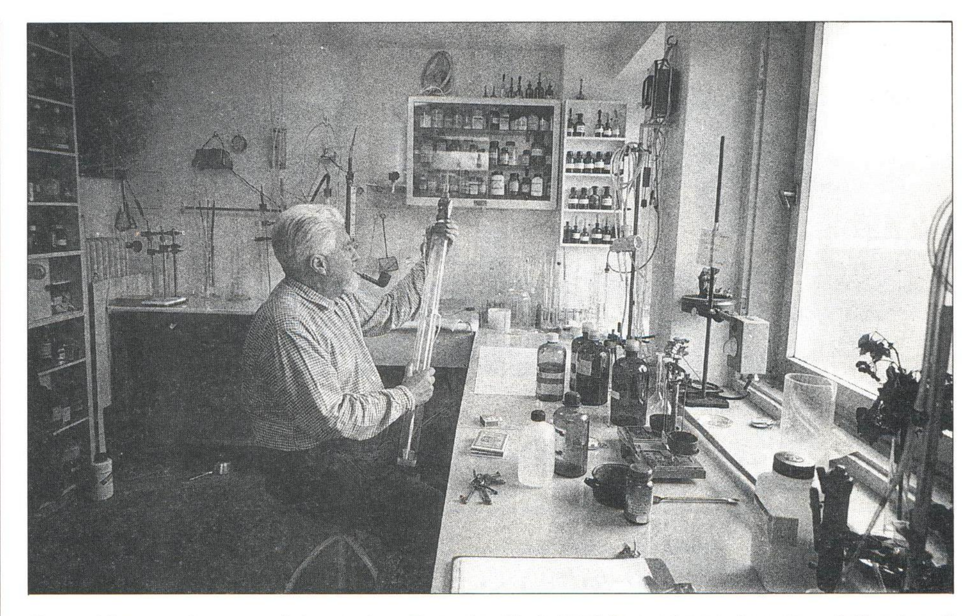
Contre l'idéologie de la "page blanche"

L'approche éthologique de l'*homo sapiens*, dont le savant avait posé les bases théoriques en les charpentant par une solide réflexion, a été poursuivie de façon plus méthodique par certains de ses élèves. En particulier, Eibl-Eibesfeld, disciple et successeur de Lorenz à l'institut Max-Planck de Seewiesen, a pu, à partir de l'observation de nombreux groupes ethniques différents, mettre en évidence le caractère stéréotypé de plusieurs de nos comportements. C'est le cas du sourire dont l'aspect universel témoigne en faveur de l'origine génétique de son déterminisme. Eibl-Eibesfeld s'est également intéressé au comportement d'enfants aveugles de naissance, montrant que, même incapable d'apprendre par l'imitation, le petit d'homme développe un certain nombre d'attitudes dont on avait tendance à penser qu'il les copiait sur sa mère. On ne saurait mieux démontrer l'importance considérable du caractère instinctif des comportements humains.

La mise en évidence du caractère instinctif de plusieurs de nos comportements a constitué une circonstance aggravante aux yeux des tenants du terrorisme intellectuel. A une époque où régnait en maître l'idéologie du bébé-conçu-comme-une-page-blanche sur laquelle Dame Société écrivait à sa guise — en clair, l'idéologie égalitaire, base même du marxisme —, une telle découverte constituait un véritable scandale. Instinct, hérédité (« *Toute expérience*, écrivait Lorenz, *est déterminée par le patrimoine héréditaire* »), longtemps ces mots ont été bannis. Et, aujourd'hui encore, on ne les accepte pas sans réticence.

Marxisme, mais aussi behaviorisme. Un behaviorisme que l'on peut définir comme une sorte d'idéologie du réflexe conditionné. Si l'archéologie de ce courant de pensée renvoie au soviétique Pavlov, c'est en Amérique que cette théorie a connu son plus fort rayonnement, sous l'influence de Watson et, plus récemment, de Skinner. Il s'agit de considérer l'animal humain comme une structure répondant de façon réflexe à des stimuli. Dans cette perspective, il n'est évidemment nul besoin d'évoquer un quel-

conque esprit humain, un quelconque contenu dans cette boîte noire que constitue le cerveau. Nul besoin non plus de faire intervenir des mécanismes internes (hérédité, instinct). Tout n'est que réaction aux stimulations. A mi-chemin de la théorie scientifique et de l'idéologie, le behaviorisme peut être considéré comme l'un des substrats théoriques de la publicité et constitue en même temps l'un des ponts qui relient curieusement les pensées de l'Est et de l'Ouest. Aujourd'hui, il n'a plus cours (du moins sous sa forme la plus sectaire). Les neuro-biologistes ont montré qu'il était bel et bien pertinent d'étudier le contenu de la boîte noire grâce à laquelle nous pensons (en clair : l'esprit existe). Et les généticiens ont prouvé que nous n'étions pas des pages blanches destinées à être remplies par l'action de notre environnement. Mais Lorenz fut l'un des premiers à s'attaquer à cette idéologie triomphante. L'un des premiers à détruire l'édifice.



Konrad Lorenz dans son laboratoire. Dans *les Huit Péchés capitaux de notre civilisation,* il écrivait, à l'encontre des idées professées par Mme Elisabeth Badinter qui affirmait qu'il n'y a pas de différence entre l'homme et la femme, que « *l'amour maternel, le dévouement désintéressé à la famille et à la société font partie des comportements programmés de l'instinct* ».

Honni par l'intelligentsia

L'action du biologiste s'est située sur le terrain de la science. Or l'idéologie a d'autres ressorts que la seule recherche de la vérité. D'où les nombreuses attaques *ad hominem* à l'encontre de Lorenz. Faute de pouvoir combattre ses arguments, on l'a calomnié.

C'est qu'entre Marx — et diverses formes de gauchisme — et Lorenz, il fallait choisir et — faut-il s'en étonner ? — bien des membres de l'intelligentsia allaient se lancer dans un nouveau lissenkisme, c'est-à-dire dénoncer le père de l'éthologie. Mais une science était née, une multitude de découvertes s'étaient accumulées et Lorenz était unanimement salué par ses pairs. Résultat : un prix Nobel de médecine lui fut attribué en 1973 (prix partagé avec Niko Tinbergen et Karl von Frisch).

Qu'on ne s'y trompe pas : cette date revêt une importance considérable. Elle est porteuse d'espoir en un temps où il semble parfois que le bon sens soit étouffé par la calomnie. Ne constitue-t-elle pas une extraordinaire victoire sur le terrorisme intellectuel puisqu'un chercheur honni par les tenants du pouvoir culturel s'est vu remettre la plus prestigieuse des récompenses ?

L'homme maître de son destin

Espoir mais aussi lucidité. Car Lorenz fut aussi l'homme qui craignit la décadence : « *L'homme pragmatique connaît l'évolution du grain semé à la céréale, de l'œuf au poussin, depuis l'amibe jusqu'à l'homme, tout le porte à penser qu'un avenir meilleur lui est assuré. C'est pourquoi il ne faut pas manquer de montrer clairement à l'homme qu'à partir de tout niveau atteint dans l'évolution, la marche peut se poursuivre vers le haut mais aussi vers le bas, et qu'il n'est écrit nulle part que l'homme n'a pas atteint aujourd'hui le sommet de son évolution, qu'il n'est pas sur le point de stagner, que la connaissance et tous les progrès de la science ne sont pas en stagnation et que tout ne se dirige pas vers un épouvantable système de division du travail pareil à celui des termites..* »

Évolution des formes de travail, destruction de la planète par inconscience écologique, rupture des types de vie sociale équilibrée et surtout « *perte du sens de l'univers chez les jeunes* » : les signaux d'alarme ne manquent pas. Mais cela ne signifie nullement qu'il faille baisser les bras. « *Je passe pour un optimiste culturel,* disait Lorenz. *Si je l'étais, je me contenterais de jouer avec mes petits poissons et avec mes oies sans me préoccuper des problèmes de l'humanité.* »

« *Le médecin,* disait-il aussi, *a le devoir d'alarmer.* » Mais le paradoxe et la folie des hommes (ou, plus exactement, de quelques-uns d'entre eux) font que l'on tend parfois à s'attaquer au thermomètre plutôt qu'à la fièvre. C'est du reste une bien vieille histoire : les médecins qui veillent au chevet de la civilisation n'ont jamais été vraiment reconnus. Mais, comme le disait encore Lorenz peu de temps avant sa mort, « *un être qui sait exactement la beauté d'une forêt printanière, la beauté des fleurs, la merveilleuse complication de n'importe quel embranchement du règne animal ne peut en aucun cas désespérer du sens de l'univers.* »

Il y a donc aussi chez Lorenz, sinon de l'optimisme, du moins de l'espoir. L'espoir que les données de la science permettent à notre espèce, pour la première fois de son histoire, de prévenir le risque de décadence.

Lorenz rejoint ici de façon très explicite d'autres grands penseurs biologistes. Par exemple Alexis Carrel qui concluait *l'Homme, cet inconnu* par ces lignes : « *Pour la première fois dans l'histoire du monde, une civilisation arrivée au début de son déclin put discerner les causes de son mal. Saura-t-elle se servir de cette connaissance et éviter, grâce à la merveilleuse force de la science, la destinée commune de tous les grands peuples du passé ? [...]. Sur la voie nouvelle, il faut dès à présent nous avancer.* » A ces lignes répondent comme un écho les propos placés par l'éthologiste à la fin de *l'Envers du miroir* : « *Certes, l'humanité est aujourd'hui dans une position plus dangereuse que jamais ; mais, par la réflexion que lui permettent ses sciences naturelles, notre civilisation a la possibilité potentielle d'échapper à l'effondrement dont toutes les grandes civilisations ont jusqu'à présent été victimes.* »

La même comparaison peut être établie avec Jacques Monod qui écrivait dans *le Hasard et la Nécessité* : « *L'homme sait enfin qu'il est seul dans l'immensité indifférente de l'univers d'où il a émergé par hasard. Non plus que son destin, son devoir n'est écrit nulle part. A lui de choisir entre le Royaume et les ténèbres.* »

Lorenz nous invite à un choix tout à fait similaire dans sa conclusion de *l'Homme dans le fleuve du vivant* : « *L'esprit humain s'est libéré des forces extérieures du hasard et de la nécessité qui engendraient le monde du vivant et qui constituent pour le biologiste l'essentiel de cette « force éternellement active et saintement créatrice » dont parlait Goethe. Mais, par cette libération, l'homme a pris la responsabilité de son propre destin. Il est libre de choisir la décadence ou l'évolution vers des sommets encore jamais atteints.* »

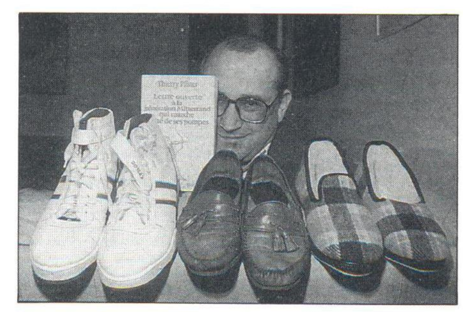
Carrel, Monod, Lorenz : la similitude des propos est frappante. Il est vrai que, pour la première fois dans l'histoire du monde, une espèce vivante peut décider de son destin. Reste à savoir si elle tiendra compte de cet avertissement. ■

---

1. Introduction à *l'Homme dans le fleuve du vivant*, Flammarion, 1981.
2. *L'Envers du miroir*, Flammarion, 1979.

La gauche trahit ses idéaux

par Robert Lieutard



Thierry Pfister, ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon. Dans sa *Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes*, il s'est attaché à dénoncer tous les reniements de ses compagnons de route : « *de l'apologie du marché au discours sécuritaire, du culte du consensus à la révérence face à la technocratie, l'abdication est impressionnante* », écrit-il.

On sait déjà que la gauche, frappée de plein fouet par la faillite du communisme et la remise en cause du marxisme, a dû abandonner le collectivisme et rallier le capitalisme. Là n'est pas son seul reniement. Alors qu'elle s'était voulue le champion des libertés et du peuple face à l'État bourgeois, la voici qui rétablit les interdits et réprime les élans populaires. Alors qu'elle s'était fait un luxe de la recherche de la vérité, la voilà qui prône les mérites du refoulement et de la culpabilisation. Obligée d'accepter le modèle de son adversaire dans le domaine qu'elle jugeait essentiel, l'économie, la gauche s'est repliée sur la morale comme seule justification de son pouvoir. D'où l'engrenage vers l'intolérance et la répression.

Jean Daniel consacrait récemment un paragraphe de son éditorial, dans *le Nouvel Observateur*, à l'union sacrée contre le Front national. Pour réduire les effets du poison que distille, selon lui, la droite qu'il appelle extrême, il exhorte la gauche à faire des concessions à la droite officielle et conclut par des paroles hautement révélatrices car elles expriment la pensée de toute une fraction intellectuelle du pays : « *Pour endiguer la contagion du poison raciste, il faut redonner du prestige et de l'ascendant aux interdits qui tombent les uns après les autres. Et cela réclame un consensus national. Le racisme existe en chacun de nous. Il est sans cesse refoulé sous l'influence de l'interdit collectif. Il faut donc réhabiliter le refoulement sans lequel il n'est pas de civilisation* [1]. »

Il est remarquable que M. Jean Daniel résume ainsi dans un texte aussi bref l'ensemble des nouvelles tendances de la gauche depuis dix ans. Or ces attitudes, qui sont en totale opposition avec la démarche traditionnelle de l'esprit "progressiste" tel qu'il nous est connu depuis deux siècles — celui du jacobinisme comme celui des différents socialismes —, conduisent les lecteurs du *Nouvel Observateur*, et de bien d'autres officines, sur une voie sans issue. Pour le démontrer, il suffit d'examiner une à une les étapes de cette conclusion.

L'appel aux interdits

Certes, la gauche sait, tout autant que la droite officielle, que la perte de confiance du peuple français dans la classe politique constitue pour elle un danger. Aussi cherche-t-elle à reprendre l'avantage. Mais comment ?

M. Jean Daniel pourrait appeler à un vaste débat sur le devenir de la société française, sur l'évolution démographique, l'identité française et européenne, la destruction de la nature, la relation des Français à l'État, la nouvelle donne en Europe centrale, enfin sur tous ces défis que notre pays voit plantés devant lui. Or, bien loin d'amorcer une discussion, il se propose avec morgue de restaurer les interdits. Voilà qui en dit long sur le désarroi d'esprits qui sont moins sûrs que jamais de la combativité de leurs idées.

D'ailleurs, s'agit-il toujours exactement des mêmes idées ? La gauche semble avoir changé de couleur. Autrefois, c'est elle qui parlait de renverser les interdits, de rechercher, « *quoi qu'il en coûte* », la vérité dans tous les domaines. Tels Friedrich Engels qui disait : « *La vérité est toujours révolutionnaire* » ou les dreyfusards des années 1890 qui l'estimaient plus précieuse que la Revanche, que l'Armée. Aujourd'hui, leurs successeurs bétonnent les positions, comme une force qui n'a plus l'offensive. Le pouvoir socialiste censure le débat historique, comme une vulgaire okhrana, par une loi dérisoire.

En vérité, la gauche rêve de placer la liberté sous le contrôle d'une autorité morale, d'un juge suprême du bien et du mal devant lequel, dans un Nuremberg permanent, elle pourrait bâillonner ses adversaires, les disqualifier comme on récuse un témoin de mauvaise moralité.

Il en est de même si l'on se penche sur le projet de société. Comme le remarquait fort justement François Furet, la pensée de gauche a été privée insensiblement de son mât de cocagne avec la fin du marxisme. Jusque-là, son moteur était l'espoir. Elle proposait de construire un monde nouveau où l'homme serait enfin heureux. Le bonheur à venir se trouvait dans l'abolition des contraintes et des terreurs irrationnelles : libération des interdits sexuels avec Wilhelm Reich, abolition



Jacques Julliard : il a mis l'accent sur les mutations idéologiques de la gauche. Dans *la République du centre*, il devait déclarer : « *Nous venons de vivre un tournant majeur de la pensée de gauche qui a vu en quelques années la philosophie des droits de l'homme remplacer la critique sociale du capitalisme, la charité se substituer à la justice sociale, l'ascension individuelle l'emporter sur la solidarité, la recherche du consensus succéder à la pratique de la lutte des classes.* » Aujourd'hui, c'est à une deuxième mutation capitale qu'on assiste : prise au piège de son discours partisan sur le racisme et l'exclusion, la gauche a abandonné peu à peu le terrain des libertés pour celui de la répression morale et judiciaire. De libertaire elle est devenue sectaire. Naguère permissive, la voici oppressive.

de l'aliénation avec la pensée marxiste. Au nom de la "raison créatrice", les "hommes de progrès" désignaient la route lumineuse qui conduirait l'homme à se libérer tour à tour de ses chaînes, dans une lutte de tous les instants contre les puissants, l'obscurantisme et la superstition. L'attitude "progressiste" se caractérisait donc par son optimisme, sa foi dans les démarches rationnelles, au premier rang desquelles se trouvait la science. La gauche voulait dérober le feu aux dieux. Aujourd'hui, la libération sexuelle est gangrenée par le sida, l'homme nouveau annoncé par Marx est tombé en poussière. Le tiers monde n'a pas tenu les promesses... qu'on lui avait imprudemment attribuées. La science elle-même se voit barrer la route par divers "comités d'éthique".

Du coup, la gauche ne parle plus d'espoir, mais de gestion et de morale des institutions : elle est devenue profondément conservatrice. Plus question de renouveler la face de la terre, mais de bâtir des lois pour protéger le système contre les barbares de l'intérieur, dans l'union sacrée de la caste au pouvoir, car elle ne peut guère espérer d'élan durable du peuple pour la défense de ses privilèges.

Tel est donc le premier de ses reniements.

La redécouverte du péché

Au-delà de l'admonestation morale, on peut trouver dans le discours de M. Jean Daniel une curieuse et surprenante dérive. En effet, si l'on remplace, dans son exorde, le mot "racisme" par celui de péché, la phrase prend un petit air de récollection du Vendredi saint. « *Le péché existe en chacun de nous. Il est sans cesse refoulé sous l'influence de l'interdit collectif.* »

Ainsi donc, les tendances racistes qui souillent notre âme, selon notre prédicateur inattendu, ne sont plus, comme on se plaisait jusqu'à présent à le répéter, le résultat de l'aliénation capitaliste, ni celui de l'ignorance ou de la misère : elles sont un stigmate bien humain, aussi humain que le rire pour Homère ou le bon sens pour Descartes. Il s'agit donc d'une empreinte laissée dans notre chair par des forces obscures et mauvaises. En 1961 déjà, Claudius-Petit, dénonçant les violences de la police parisienne à l'égard de manifestants FLN, parlait de la « *bête hideuse tapie en tout homme* [2] ». Il est vrai qu'il n'était pas "de gauche", mais démocrate chrétien. La gauche en ce temps-là croyait que l'homme était bon et que seule la société le rendait méchant, selon un schéma hérité de Rousseau et continué par Marx. La voilà devenue bien sombre qui affirme l'idée d'un Mal inhérent à l'homme. Les jésuites de la revue *Esprit* ont décidément bien travaillé depuis 1945 puisque la gauche croit aujourd'hui au péché originel. Car, si le mal est en chacun de nous, si chaque enfant nouveau porte au front le signe de la "bête" raciste, c'est que la nature n'est pas bonne, que l'innocence nous est à jamais retirée et que l'être de chacun de nous est destiné aux tourments de la tentation. Le progressisme se voulait humaniste et



Jean Daniel, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*. L'une des grandes consciences de la gauche. Autrefois, il vantait les mérites de l'esprit de révolte contre l'ordre bourgeois. Aujourd'hui que ses amis règnent sans partage sur le pays, il se veut le gardien du temple et l'incarnation d'un nouvel ordre moral. Comme le remarque Thierry Pfister, « *certains professionnels des droits de l'homme se découvrent, dès que le masque est baissé, de redoutables chasseurs de sorcières* ». Des interdits à la police des idées, de cette dernière au totalitarisme, le pas est vite franchi.

prométhéen, le voilà qui marche qur les traces du jansénisme !

Rassurons toutefois les lecteurs du *Nouvel Observateur* : ce postulat un peu sévère n'implique de leur part aucune obligation de conversion intérieure, aucun ascétisme, aucun sacrifice personnel. Non, il ne s'agit que de prouver sa haine du racisme et, par conséquent, des hommes qui sont en collusion avec le diable et de les combattre.

La religion de M. Jean Daniel ne connaît ni foi, ni espérance, ni charité, mais elle affectionne le pilori et les procès de sorcellerie. C'est dans un esprit identique que Bernard Stasi déclare au journal *Globe* qu'il faut culpabiliser les électeurs du Front national. La gauche a renoncé à convaincre, elle ne veut que déclarer coupables ses ennemis.

Tel est son deuxième reniement.

Cette dérive idéologique n'est pas seulement une menace pour la liberté en ce sens qu'elle s'oppose à toute véritable diversité des idées, mais elle est aussi incohérente.

Apologie du refoulement

Pour mettre un point final au garrottage des "mauvais instincts", que M. Jean Daniel estime être une condition nécessaire à la poursuite de la civilisation, il nous propose de recourir au procédé du refoulement, qui seul sera en mesure de conjurer le démon. Rappelons que le terme de "refoulement"



Pour François Furet, « *le slogan le plus populaire,* [...] *le plus incontestable, le plus universel, c'est celui des droits de l'homme* ». Oui, mais à quel prix ! Rétablissement sournois du délit d'opinion, refus de louer des salles ou interdiction de tenir des réunions publiques, multiplication des campagnes diffamatoires et des tentatives de manipulation des esprits, persécutions morales et judiciaires répétées, pressions et intimidations en tout genre, tel est le lot quotidien que la gauche réserve désormais à ses adversaires et qui sont autant d'atteintes aux libertés publiques et à la démocratie. Ainsi s'installe dans l'indifférence générale un système qui prend de plus en plus la forme d'un totalitarisme larvé.

•

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Bruno Mégret
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Jean-François Jalkh
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Bardet
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Régis Constans
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Déline Certier, Damien du Laz
RÉDACTION
Pierre Durand, Pierre Milloz, Pierre Sergent, Georges-Paul Wagner, Pierre de Meuse, Didier Lefranc, Bruno Chossat, Hervé Morvan, Grégoire Legrand, Jean de Bauvière, Aramis.
MAQUETTISTE
Franck Marest
ICONOGRAPHIE
Anne-Laure Le Gallou
IMPRESSION
Qualit'Offset - 94100 Saint-Maur-des-Fossés
CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE
Gamma, Roger-Viollet, Sygma, Keystone, AFP, Carrau Noak.
Couverture : The Image Bank.
Caricatures de Minos.

IDENTITÉ
8, rue du Général-Clergerie - 75116 Paris
Tél. (1) 47 27 56 66 - Fax (1) 47 55 06 38
N° de commission paritaire : AS71225

apppartient à la psychologie des profondeurs. Il s'agit d'un processus d'inhibition provoqué par les conditionnements et les chocs émotionnels et dont le résultat est de retirer du conscient certaines images, certaines pensées issues de l'expérience sensible, ce qui a pour conséquence d'éliminer certaines pulsions bien déterminées. L'individu qui subit ces refoulements se trouve incapacité, dans une plus ou moins grande mesure, dans l'exercice de fonctions qui nécessitent l'affirmation de soi, telles que la possibilité de lutter physiquement ou moralement et, bien entendu, les fonctions sexuelles. L'école freudienne considérait même le refoulement sexuel comme la source de toutes les névroses ; elle avait toutefois plus ou moins pour but de le soigner.

Notre nouvelle gauche voudrait donc, dans un freudisme à la fois déplacé du sexe à la race et inversé, créer sur commande une névrose collective qui frapperait les Européens d'impuissance, non plus sexuelle, mais raciale.

Arrivé à ce point de l'analyse, nous sommes saisi d'un sentiment étrange devant ce journaliste de premier plan, titulaire d'une part non négligeable du quatrième pouvoir, qui appelle aux rigueurs d'une loi injuste, et pourtant se révèle pitoyable malgré sa puissance.

Le mécanisme répressif qu'il réclame est en effet si totalement irréalisable qu'on se prend à sourire devant une telle naïveté. Nonobstant le caractère ignoble de l'automutilation qu'il exige comme un devoir moral, le mécanisme répressif a ceci d'essentiel qu'il se situe sur le terrain de l'inconscient : il appartient donc à l'irrationnel. Or toute la philosophie "progressiste" issue des Lumières du XVIIIe siècle s'est précisément bâtie sur une conception rationnelle du monde dans laquelle la raison critique se chargeait d'abolir les relations entre les hommes fondées sur la tradition, collectivement reçues, tandis que la raison discursive se réservait de les remplacer par des relations individuelles, volontaires, viagères. Et voilà maintenant que la gauche ne veut plus jouer au grand jeu du *Solve et coagula* [3]. Elle cherche à créer des mécanismes sociaux, fondés sur l'intimidation, que la raison critique ne pourrait dissoudre. Tel est l'aveu d'un cuisant et définitif échec.

Il est, de toute façon, beaucoup trop tard pour qu'une telle mutation réussisse. Le refoulement ne peut se faire que dans l'ombre de l'irrationnel. Il ne peut survivre dès lors que l'impulsion et l'inhibition qu'il concerne ont été portées à la lumière et consciemment décomposées. Il aura manqué essentiellement à ces gens un peu de sens poétique pour être irréparablement malfaisants.

Les origines de la dérive

Pour comprendre comment la gauche a pu en arriver, dans l'Europe entière, à une négation aussi radicale de ce qui était sa pensée naturelle, il faut remonter loin en arrière, au début de ce siècle. A cette époque, les partis socialistes, dont la SFIO, éliminèrent les tendances syndicalistes révolutionnaires et admirent le marxisme comme base doctrinale.



Il y a dans la pensée de gauche une propension naturelle au totalitarisme. Propension qu'illustrent les nombreuses expériences socialistes auxquelles les peuples ont été livrés de par le monde et qui se sont soldées par des échecs retentissants. Du totalitarisme pur version communiste au totalitarisme larvé version socialiste, le moyen reste toujours le même : régenter par l'État la vie des hommes. Dans une première phase, le PS a voulu régenter les conditions sociales et "changer la vie". Ce fut la période 1981-1983. Aujourd'hui, il s'attelle à régenter les comportements par un ensemble de mesures coercitives et répressives : du prétendu racisme et antisémitisme à l'alcoolisme et au tabagisme, de la conduite des véhicules au sport de compétition. Ici : le défilé organisé pour protester contre la profanation des tombes du cimetière juif de Carpentras. Tournant capital qui marque le passage au totalitarisme rampant.

Ce faisant, ils tenaient pour acquis le primat de l'économique sur le politique et pour inévitable l'avènement de la société sans classes. Le fait que les partis sociaux-démocrates se soient désolidarisés de la révolution bolchevique, par exemple Léon Blum au congrès de Tours, n'a rien changé à ce présupposé commun : la lutte des classes est le moteur de l'histoire. Dans cette optique, le politique perdait toute autonomie par rapport au développement des faits économiques. Or, comme le remarque avec honnêteté François Furet, *« la gauche est frappée de plein fouet par la faillite du communisme »*. Tout son projet de société, *« libéré de l'économie marchande »*, s'est effondré. Elle a été obligée d'accepter les modèles de son adversaire dans le domaine qu'elle estimait essentiel : l'économique.

Il y a un siècle, la gauche avait renoncé au politique. Il y a dix ans, elle a renoncé à l'économique. Que lui reste-t-il ? Il lui reste la morale, la troisième et dernière des sciences sociales selon Aristote. Faute de pouvoir réaliser la société sans classes, la gauche espère en la société sans races. Là est l'origine de l'impasse actuelle, de l'engrenage fanatique et répressif où elle s'est laissée enfermer avec l'antiracisme.

Nous ne savons pas si la tentative amorcée en France pour soustraire nos peuples à la décadence a une quelconque chance de réussir, mais la gauche, elle, a déjà perdu la guerre idéologique. ■

1. *Le Nouvel Observateur*, 25/04/90, p. 58.
2. Discours du 30/10/61 à l'Assemblée nationale.
3. Devise alchimique reprise par la franc-maçonnerie.



Bourgogne : la diversité n'exclut pas l'identité

Afin de limiter certaines pratiques jugées indélicates, mais qui n'ont pas toutes disparu, un autre édit, au Moyen Age, interdit pour un temps d'entreposer dans des localités où l'on produisait des vins de Bourgogne des vins venus d'ailleurs... De très grands domaines ainsi constitués livraient leur vin profane sur les tables des plus belles cours d'Europe et, dans les dîners des grands rois, le vin de Bourgogne avait une place privilégiée. Louis XI, Henri IV, Louis XIV et les autres ont été d'ardents amateurs de vins de Bourgogne.

Parallèlement va se constituer, à l'image de Claude Brosse, que l'on présente volontiers comme le précurseur, le métier de négociant-éleveur. Ce négociant-éleveur se charge de répondre à la demande, de trouver les vignerons qui, groupés, réuniront les quantités demandées et de livrer à domicile ceux qui allaient être les premiers clients de la Bourgogne. Et après avoir inventé le métier en lui-même et les circuits commerciaux qui font vivre ce métier, le négociant-éleveur invente la marque, "sa" marque. Car il achète chez le propriétaire les vins qu'il a choisis et qui iront bien ensemble. Il les met à vieillir dans des fûts de bois, puis les met en bouteille. Mais pour que le client reconnaisse les vins et leur qualité, et pour qu'il sache y... revenir de manière immédiate, et quasi certaine, le négociant identifie ses bouteilles, par leur forme et par leur habillage. Il crée l'ancêtre de la marque telle qu'elle existe aujourd'hui pour nombre de produits.

La Révolution de 1789 aurait pu faire disparaître le métier, en gommant son originalité et sa spécificité. Il n'en fut heureusement rien, bien au contraire.

La Révolution

A l'heure où sonna le glas de la Révolution de 1789 et où le peuple chantait qu'il allait pendre "les aristocrates à la lanterne", on pouvait craindre pour le vin, devenu depuis un millénaire synonyme de possession cléricale, de produit de grand luxe et de signe extérieur d'opulence. Mais l'envie de certaines catégories bourgeoises fut plus forte que la poussée et la pensée révolutionnaires. Les vignobles saisis aux aristocrates et au clergé furent vendus comme biens nationaux. La bourgeoisie enrichie se les partagera, initiant un morcellement que les successions... successives allaient encore multiplier.

Comme la Bourgogne avait été par ailleurs la première région viticole du monde, où l'on avait prêté attention aux différences de goût entre les crus, un système de différenciation des finages s'était instauré. Cette diversité n'excluait pas une certaine unité, dont le négociant-éleveur fut le seul à pouvoir "recoller" les morceaux du puzzle, qu'il s'agisse de morceaux de propriété ou de morceaux de finage, et à redonner au vin de Bourgogne "dispersé" une véritable image d'identité, telle qu'on la connaît aujourd'hui.

Sans le négociant-éleveur, en effet, il n'y aurait pas de Volnay, mais "des" Volnay, il n'y aurait pas de Pommard, mais "des" Pommard, dont les quantités souvent infimes par propriétaire n'auraient pas permis la médiatisation du nom comme élément "fédérateur" de l'appellation.

Aujourd'hui

Aujourd'hui, les différences de sols relevées naguère ont fait l'objet d'une classification stricte par l'INAO, Institut national des appellations d'origine contrôlées, et les conditions de production sont hyper-réglementées. Les propriétaires, un temps alléchés par l'art du négociant-éleveur, se mirent à faire de la la bouteille, et la Bourgogne devint un grand bazar où la recherche par le client de l'"authentique" l'emportait trop souvent sur la qualité.

Et les négociants, qui ont continué à traiter leurs affaires comme auparavant, ont buté sur des problèmes d'approvisionnement, de plus en plus cruciaux, au fur et à mesure que la mise en bouteille à la propriété prenait de l'importance. Alors ceux qui n'avaient pas de vigne, comme ceux qui avaient déjà des vignobles, se mirent à acquérir des domaines pour être sûrs de ne pas manquer de vin. Possédant les instruments de la technologie moderne, et disposant d'œnologues et maîtres de chais, spécialisés et compétents, ils sont devenus les meilleurs vignerons de Bourgogne, redonnant au passage à cette marque qu'ils n'avaient jamais abandonnée des lettres de noblesse de propriétaire, plaçant ces vins dans le peloton de tête des grands Bourgognes. Aujourd'hui, les négociants restés éleveurs mais devenus propriétaires sont parfaitement aptes à affronter les marchés internationaux, grâce à la modernité de leurs entreprises. Les vins blancs, vendus à l'étranger à près de 60 %, représentent 1 200 MF de chiffre d'affaires export. Le chiffre d'affaires export des vins rouges est de 1 000 MF.

JABOULET-VERCHERRE : LE VIN... DE CHATEAU

Au cœur de cette Bourgogne vineuse qui a su conjuguer tradition et modernisme, Jaboulet-Vercherre, propriétaire du château de la Commaraine, fleuron des domaines de Pommard, est l'un des exemples types de cette évolution. La maison mère fut fondée en 1834 dans la vallée du Rhône. Mais, au fil des générations, l'un des descendants établit son quartier général en Bourgogne en 1920, devenant propriétaire du château de la Commaraine à Pommard, édifié en 1112 par Eudes III de Bourgogne et entouré d'un clos magnifique, produisant l'un des meilleurs premiers crus du finage, le clos de la Commaraine. Remplissant au mieux son rôle de négociant-éleveur, la maison Jaboulet-Vercherre commercialise quatre cents vins différents de Bourgogne et d'autres régions. Parallèlement, Jaboulet-Vercherre est propriétaire, outre son monopole du clos de la Commaraine à Pommard, du clos de l'Écu, un monopole de Beaune premier cru, de Volnay Caillerets (premier cru), de Santenay Grand Clos Rousseau (premier cru), de Pommard "les petits Noizons" et de Savigny-les-Beaune "les Vermots". A Beaune et à Pommard, le PDG Michel Jaboulet-Vercherre dirige aujourd'hui une entreprise de 63 employés et 65 commerciaux, bien secondé par ses deux fils, Pierre Jaboulet-Vercherre directeur général et Claude Jaboulet-Vercherre directeur financier, qui représentent la sixième génération. Le chiffre d'affaires de plus de 107 millions de francs est réparti entre 62 p. cent à l'export, faisant de Jaboulet-Vercherre l'un des 1 100 premiers exportateurs français, et 38 p. cent sur le marché français, un marché où Jaboulet-Vercherre est aujourd'hui leader en C.H.R. (restauration) avec un atout considérable : la maison propose des demi-bouteilles de tous ses vins, ce qui est unique en France, et devrait devenir, dans les années à venir, leader bourguignon pour la grande distribution.

Charles Cavin

INSTITUT DE FORMATION NATIONALE
CYCLE 1990-1991



nation

Calendrier des conférences du soir
sous la présidence de maître Georges-Paul Wagner

(PROGRAMME INDICATIF)

8 octobre : Séance inaugurale. Combat national, combat culturel, par Jean-Marie Le Pen, président du Front national.

23 octobre : Civilisation et culture : une querelle franco-allemande ?

13 novembre : Humanisme et humanités : Athènes et Rome.

27 novembre : France, fille aînée de l'Église.

11 décembre : La Gaule et l'héritage celtique.

18 décembre : Les Francs et l'héritage germanique.

15 janvier : Islam et francité : deux cultures incompatibles.

22 janvier : Vers une monoculture mondialiste rock-coca ?

29 janvier : La dérive matérialiste de la société marchande.

5 février : L'art national face aux multinationales de l'art.

12 février : Les lieux de mémoire.

19 février : La région, espace culturel.

26 février : Immigration et déracinement culturel.

5 mars : Le félibrige, histoire et importance.

12 mars : Culture de masse ou culture du peuple ?

26 mars : La poésie est-elle l'âme d'un peuple ?

9 avril : Les composantes de la culture européenne.

23 avril : Culture et terroir.

14 mai : Jack Lang ou la culture gadget.

28 mai : Élites et culture.

11 juin : Tradition et modernité. Étude au travers des exemples français et japonais.

25 juin : Du vide culturel à la renaissance.

Les conférences ont lieu à la Maison des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes, 75009 Paris, à 20 h 30 précises.
(Pour de plus amples informations, contacter Nicole Dorlin, IFN, Délégation générale, 47 27 56 66)